

COLLECTIF DÉSOBÉISSANCES LIBERTAIRES

Une critique anarchiste de la justification de la violence

Réponses aux écrits
de Peter Gelderloos
et des tendances autoritaires
au sein du black bloc

Atelier de création libertaire

2019

Les textes qui suivent ont été écrits et choisis par le collectif Désobéissances libertaires – réseau informel au niveau européen – suite à la publication du livre de Peter Gelderloos, *Comment la non-violence protège l'État. Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, paru en 2018 aux Éditions Libre.

Correction : Solange Bidault

Photo de couverture : Mimmo Pucciarelli,

Gilets jaunes acte XIX à Lyon,

www.atelierdecreationlibertaire.com/croix-rousse-alternative/

ATELIER DE CRÉATION LIBERTAIRE

BP 1186, F-69202 Lyon cedex 01

<http://www.atelierdecreationlibertaire.com>

<http://twitter.com/ACLibertaire>

courriel : contact@atelierdecreationlibertaire.com

téléphone : +33(0)7 68 93 49 90

L'Atelier de création libertaire publie tous les mois une lettre électronique. Pour s'abonner et aussi pour consulter le catalogue en ligne et passer vos commandes : <http://www.atelierdecreationlibertaire.com>.

Préface

Sarcasmes d'un intellectuel blanc contre la non-violence

André Bernard

C'est évident que, lors d'une manifestation sociale, dans la rue, briser la vitrine d'une banque ou d'une officine capitaliste quelconque est un acte non-violent; oui, le bruit des éclats de verre n'est en rien la marque de la douleur de la vitrine. Vous n'êtes pas d'accord? Pierre Sommermeyer, lui, dit que c'est du « terrorisme de basse intensité ».

En 1999, à Millau, quand, en une heure, des militants de syndicats agricoles de la région « démontèrent », à visage découvert, un établissement McDonald's, entourés de très nombreux sympathisants qui distribuaient des tartines de fromage, était-ce une action violente ou un acte non-violent? Certains

nommèrent l'opération un « saccage », car les dégâts s'élevèrent à 120 000 euros. D'autres préférèrent dire que c'était une simple « destruction » et non pas de la « violence ».

*

De la résistance norvégienne à l'invasion nazie de 1940 et de la désobéissance au « *fører* » (Führer) Quisling, nous n'avions en mémoire que le mouvement de non-coopération des enseignants de ce pays, image extrêmement valorisée par les adeptes de l'action non-violente. Or il y eut une résistance militaire que l'on ne peut négliger. C'est ce que relate *le Chemin de la trahison*, livre d'Éric Eydoux (Gaïa, 2018).

Rappelons que, sur 14 000 enseignants, 12 000 envoyèrent une lettre dûment signée pour refuser de rallier les rangs du parti fasciste et appliquer une nouvelle loi.

Les comédiens, les sportifs, les pasteurs, les parents, dans leur immense majorité, pratiquèrent également la « non-coopération », mot, sauf erreur, qui n'est pourtant mentionné qu'une seule fois dans le livre.

Globalement, la machine bureaucratique se grippa. À la fois aux niveaux ministériel et communal, Quisling « s'est heurté à un mur d'inertie et de mauvaise volonté. [...] Ses ordres, ses dossiers, ses convocations se perdaient sans retour », écrit Eydoux.

Lecture faite, nous avons pensé que, du côté de l'auteur comme du côté de ceux qui avaient

« enjolivé » l'action des enseignants, il « manquait quelque chose », qu'il y avait comme une occultation de la réalité, un manque d'objectivité.

Et c'est ce manque qui pouvait nous rendre plus réceptif le concept développé par Peter Gelderloos dans *Comment la non-violence protège l'État* quand il répète à l'envi son propos sur la « diversité des actions ».

Ainsi écrit-il :

Dans tous les conflits sociaux majeurs, on observe un éventail de tactiques et d'idéologies, c'est-à-dire que de tels conflits impliquent systématiquement des tactiques pacifiques et non pacifiques. Les pacifistes suppriment simplement l'histoire qui ne correspond pas à leur récit, ou expliquent leurs échecs par la présence de luttes violentes.

« Diversité des tactiques » et demande d'une collaboration entre violents et non-violents, on s'étonnera quand par ailleurs, dans ce livre, tant de mépris s'exprime contre la non-violence et contre ceux pour qui c'est un « dogme » ; ce dernier mot, pour nous, étant pour le moins inadéquat.

*

En lisant Gelderloos, qui stigmatise donc à qui mieux mieux les « non-violents » qu'il fréquente aux États-Unis, nous sont revenues en mémoire des positions prises par les

non-violents de France. Nous voulons parler ici des premiers numéros de la revue *Alternatives non-violentes* créée en 1973 (les numéros 3 et 4 ont seuls été consultés; le numéro 3 indique qu'il y eut un numéro 2 consacré à la non-violence et à la révolution prolétarienne et que ce numéro a valu à la rédaction d'être accusée, de la part de certains lecteurs, de « faire de l'ouvriérisme » ou du « vulgaire gauchisme »).

Dans le numéro 3, il était mis en avant que « les personnes qui dans nos pays d'Europe occidentale se retrouvent dans l'idée de non-violence n'appartiennent pas au monde ouvrier ».

Maurice Debrach, ancien syndicaliste, y écrit que l'histoire de la classe ouvrière, « c'est aussi celle d'une lutte révolutionnaire contre la violence "institutionnalisée", contre le capitalisme. C'est celle du sang versé par la violence répressive. C'est l'histoire de la lutte des classes ». Pour Claire et Jean Martin, à propos des Lip, « la lutte des classes est profondément et clairement inscrite dans la non-violence. Il n'a jamais été question de l'éluder. Il s'agit de désobéissance collective, non de pureté individuelle ».

De son côté, Christian Mellon écrit :

Il y a un choix à faire, un parti à prendre dans notre manière même d'analyser la société et la source des « injustices ». Reconnaître ou non la lutte des classes, viser ou non la suppression du capitalisme, c'est déjà un choix. Or, beaucoup de non-violents hésitent à faire ce choix [...]

En fait, la non-violence ne prêche pas la paix sociale ni la collaboration des classes. Elle ne reprend pas à son compte mais, au contraire, elle conteste et récuse les discours des milieux bien-pensants sur la nécessité du respect de l'ordre établi et la possibilité de résoudre les difficultés qui surviennent entre les uns et les autres par la seule pratique du dialogue dans le cadre des institutions démocratiques. Par sa propre logique, la non-violence préconise la lutte des classes comme moyen d'avancer vers une société plus juste...

Et nous nous sommes demandé pourquoi cette notion de lutte des classes avait disparu de la revue. On retrouvera au complet sur le site Désobéissance libertaire¹ le texte : « La lutte des classes n'est que rarement une "guerre des classes". »

Certains diront que les problématiques étatsunienne et française ne sont pas liées. Bien au contraire, nous pensons qu'il y a un lien dans la non-remise en question de l'État par les « non-violents » quand précisément l'État maintient la violence structurelle de la société par l'institution militaire.

Oublié Tolstoï quand il écrivait :

L'État n'est point une institution divine, auguste, ni une condition indispensable de la vie sociale comme on le pensait autrefois, mais simplement la manifestation de la brutalité des mœurs. Que le pouvoir soit

1. <<http://deladesobeissance.fr>>.

entre les mains de Louis XVI, du Comité de salut public, du Directoire, du Consulat, de Napoléon ou de Louis XVIII, du sultan, du président ou du Premier ministre, partout existe le pouvoir des uns sur les autres, la liberté est absente et l'oppression inévitable. C'est pourquoi l'autorité doit être supprimée¹.

Oublié Vinoba Bhave quand il écrivait en 1958 dans *la Révolution de la non-violence* (Albin Michel) : « Si nous croyons que l'État doit mourir par dépérissement, pourquoi ne serait-ce pas cette année ? »

Oui, il existe une non-violence qui veut changer le monde sans rien changer au monde existant.

*

Bien que le titre du livre de Peter Gelderloos (*Comment la non-violence protège l'État*) nous ait paru un rien provocateur – il admet lui-même que son style est peut-être trop « abrasif » –, nous pensions pourtant trouver là une critique honnête de l'action et de la pensée de ceux qui défendent la non-violence. Ce n'est pas du tout le cas.

Cependant, Gelderloos voudrait être vu plutôt comme un activiste révolutionnaire offensif que comme un partisan de la violence. De plus, pour lui, si la non-violence est inefficace, elle

1. *Le Refus d'obéissance, écrits sur la révolution*, L'Échappée, 2017.

est également raciste (avec la suprématie des hommes blancs), étatiste, patriarcale; elle est tactiquement et stratégiquement inférieure (à quoi?), c'est un leurre (une pathologie selon Ward Churchill qui partage sa démarche). La seule alternative, c'est donc l'activisme révolutionnaire.

Mais nous savons que, quand quiconque a des armes en main, une hiérarchie s'établit rapidement, et tout naturellement, entre le fort et le faible.

Réflexion qui pourra nous amener à rechercher quelles ont été les raisons profondes pour lesquelles les activistes révolutionnaires de l'ETA, des FARC, de l'IRA, etc., ont abandonné la lutte armée.

Pour revenir au livre de Gelderloos, nous dirons d'abord notre accord avec Nicolas Casaux qui, dans son avant-propos, écrit que « la civilisation industrielle dans laquelle nous vivons aujourd'hui repose sur une violence omniprésente et généralisée »; ce que nous nommons la violence structurelle.

Et nous serons en désaccord avec Francis Dupuis-Déri, le préfacier, et avec tous ceux, « non-violents » ou pas, quand ils avancent l'idée « qu'une simple pince à découper une clôture est associée à la violence ». Il y est fait allusion, entre autres, à l'accusation d'« incitation au sabotage » contre l'écrivain Erri De Luca dans la campagne du No-TAV.

On trouve aussi dans cette préface une citation étrange attribuée à Gelderloos dont les adversaires seraient celles et ceux qui

cherchent à « imposer la non-violence dans la lutte sociale ». Ne serait-ce pas le contraire quand des « violents », dans une manifestation pacifique, attaquent la police ou cassent les vitrines ?

Pour Pablo Ortellado, « la tactique des black bloc s'inscrit dans la tradition de la désobéissance civile non violente, puisqu'elle consiste à transgresser publiquement la loi pour attirer l'attention des médias et du public, mais sans recours à des armes et sans chercher à tuer l'ennemi ». Certes, mais sans en assumer le risque à visage découvert devant un tribunal ; voire, au contraire, en se cachant dans la masse de la manifestation protectrice.

Disons aussi notre désaccord (mais est-ce un problème de traduction ?) quand Gelderloos tient pour équivalents les mots « pacifiste » et « non-violent » : le pacifiste est simplement opposé à la guerre et peut éventuellement utiliser la violence ; et, quand bien même ils sont étroitement liés, l'antimilitarisme et le pacifisme ne sont pas à confondre avec la non-violence.

*

Mais nous reconnâtrons ouvertement que, sur le fond du problème, nous sommes d'accord avec Gelderloos pour dire qu'il est difficile de définir ce que recouvrent les termes de « violence » et de « non-violence ».

Si nombre d'êtres humains, depuis des millénaires, montrent leur aversion pour la violence, on s'accordera cependant pour dire que c'est

Gandhi qui – sans pour autant imposer un mot pour la qualifier –, par son action, mit en lumière cette forme de combat. Gandhi employa le terme d'*ahimsa* : respect de la vie; puis celui de *satyagraha* : recherche de la vérité par la désobéissance civile; c'est de la langue anglaise qu'est venu le terme de *nonviolence*, repris dans la langue française par Romain Rolland en 1924.

Tolstoï nous avait sérieusement agacés quand il écrivait que « l'unique moyen de faire disparaître la violence était de la subir avec passivité », quand il parlait de « non-résistance au mal », quand il disait que « la résignation devant la force brutale, l'insoumission passive au pouvoir » est « la loi primordiale ».

Mais Guillaume Gamblin nous signale que l'expression de « non-résistance au mal » est une mauvaise traduction : le numéro 153 d'*Alternatives non-violentes*, intitulé « Tolstoï précurseur de la non-violence » (4^e trimestre 2009), affirme dans plusieurs articles d'auteurs différents que c'est une erreur répandue de faire dire cela à Tolstoï, mais qu'en réalité l'expression dans sa totalité est « non-résistance au mal *par le mal* ».

La non-violence – comme l'anarchisme d'ailleurs – se décline de multiples façons. S'il y a un continuum qui va du noir extrême au blanc le plus pur, en passant par de multiples teintes de gris, de même, il y a un continuum qui va de la violence à la non-violence en passant par des zones « sans violence » mais qui ne sont pas pour autant de la non-violence : il s'agit

par exemple des différentes formes de grève, de refus, de non-coopération, etc.

Mais s'il y a du gris entre le noir et le blanc, il n'empêche que ces couleurs existent indépendamment : le blanc du lait et le noir du charbon.

Et la non-violence en tant que telle pourra ainsi mieux se définir, se préciser et, par là, se dégagera avec plus de clarté le problème de l'incompatibilité de coupler certaines actions non-violentes à d'autres qui sont vraiment violentes.

*

Il y a autre chose que Gelderloos semble négliger ou veut ignorer, c'est ce que l'on nomme l'opinion publique, opinion qu'il est important de mettre de son côté. Sinon, nous nous comportons comme une minorité voulant d'autorité ou par la force imposer notre point de vue à la majorité. Pourtant, il écrit :

Il est dangereux de se couper totalement de la réalité commune en adoptant des tactiques que personne ne comprend et encore moins soutient.

Il est sûr que spontanément notre humeur peut ne pas désapprouver la casse des vitrines, mais nous savons que cette dernière fait oublier la raison principale d'une manifestation ; ce que reprendra la presse à l'envi, faisant ressortir à l'excès l'acte contre-productif contrairement à l'action contre le McDo cité au début et qui

eut un franc succès. Oui, il nous faut tenir compte de l'état des sensibilités en étant plus créatifs dans nos actions. Sans cette avancée, il sera difficile de faire bouger les choses ; cela s'est fait pourtant, en France, quand la peine de mort fut abolie par décision gouvernementale alors que l'opinion générale n'était pourtant pas prête à suivre cette décision.

*

Une preuve d'une certaine mauvaise foi chez Gelderloos, c'est quand il écrit qu'Emma Goldman « participa à la tentative d'assassinat » d'Henry Frick Clay en 1892¹. Certes, la complicité d'Emma ne fait aucun doute, encore faudrait-il y apporter des nuances.

Emma est revenue sur cette question de l'attentat et sur l'utilisation de ce type de violence, notamment après l'explosion d'une bombe dans un immeuble de Lexington Avenue, en 1914, à New York (chapitre 41). Elle écrit :

Des camarades, des idéalistes, fabriquant une bombe dans un immeuble ouvrier surpeuplé ! Autant d'irresponsabilité m'atterra. Mais, l'instant d'après, je me souvins avec une horreur paralysante d'un événement similaire de ma propre vie. Je me revis dans l'appartement de Peppie dans la 5^e Rue, dans ma petite chambre où, les stores baissés, j'observais Sasha en train d'expérimenter

1. Il s'agit du chapitre 8 de *Vivre ma vie ? Une anarchiste au temps des révolutions*, L'Échappée, édition intégrale, 2018.

une bombe. Je revivais avec une lucidité accablante cette semaine angoissante de juillet 1892. En me répétant que la fin justifiait les moyens, j'avais tu mes craintes d'un accident qui aurait fait des victimes parmi les autres locataires. Avec le zèle du fanatique, j'y avais réellement cru ! Il avait fallu des années d'expérience et de souffrances pour me libérer de cette idée insensée. Je croyais toujours inévitables les actes de violence commis pour protester contre des maux sociaux insupportables. Je comprenais les forces spirituelles qui menaient à des attentats comme celui de Sasha [Berkman], de Bresci, d'Angiolillo, de Czolgosz et d'autres dont j'avais étudié la vie. Ils y avaient été poussés par un immense amour de l'humanité et par leur extrême sensibilité à l'injustice. J'avais toujours pris ma place à leurs côtés et contre toute forme d'oppression organisée. Mais, malgré la solidarité que j'éprouvai pour l'homme qui, en recourant à des mesures extrêmes, protestait contre les crimes sociaux, je compris néanmoins que je ne pourrais plus jamais approuver ou m'associer à des méthodes qui mettaient en péril des vies innocentes.

Et, plus loin encore, dans le long chapitre 52 sur la Russie :

Si je devais me décider à devenir active en Russie, leur expliquai-je, le soutien de Makhno ne m'appâterait pas plus que l'offre de Lénine par l'intermédiaire de la III^e Internationale. Je ne niais pas les services rendus par Makhno à la révolution dans

son combat contre les forces blanches ni le fait que son armée de *povstantsy* [insurgés] était un mouvement de masse spontané des travailleurs. Cependant, je ne croyais pas que l'anarchisme eût quoi que ce soit à gagner de l'activité militaire ou que notre propagande dût dépendre des avantages militaires ou politiques gagnés.

*

Dans ce texte, il s'est agi moins de contrer les propos sarcastiques de Peter Gelderloos, qui nous paraissent par moments pour le moins confus, que de tenter une réflexion sur nos propres façons de penser avec pour principale préoccupation de débarbouiller nos idées et d'affûter nos pratiques futures.

Oui, devant ses affirmations aussi catégoriques, tenter d'argumenter est sans doute inutile. Sa colère, pensons-nous, le conduit vers un autre dogmatisme que celui attribué aux « non-violents ».

Lou Marin – et par ailleurs Sebastian Kalicha –, qui connaît bien tout ce qui s'est fait aux États-Unis en matière de non-violence, s'est chargé de contredire nombre d'affirmations péremptoires que nous considérons nous aussi comme mensongères et, de son côté, Pierre Sommermeyer fait un rappel historique sur ceux qui mirent en avant l'action violente dans ce pays; éléments sans doute d'une publication future. Pour David Court, dans un courriel, « c'est un point de vue plutôt

américain, écrit un couteau entre les dents, où se dessine en creux la caricature critique d'une non-violence extrémiste et intolérante. Cette façon de forcer le trait rend tout binaire et, ainsi, bien des accusations deviennent acceptables ». ■

Une critique anarchiste de la justification de la violence

Sebastian Kalicha

L'apologie anarchiste de la violence et la rhétorique anti-non-violence reviennent régulièrement sur le devant de la scène avec des formulations à chaque fois différentes selon le contexte anarchiste. Mais les expériences de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle nous ont montré que cela n'a pu aboutir qu'à des impasses destructrices. À cette époque, tout un courant du mouvement anarchiste s'est tourné, durant une courte période, vers le terrorisme et les attentats avec le but en grande partie illusoire que de telles actions parviendraient à remporter l'adhésion des masses en faveur de la cause révolutionnaire et anarchiste. Regardons la Grèce d'aujourd'hui : on y voit des courants anarchistes insurrectionnels avec leur tactique centrée sur la lutte

de rues, par exemple l'usage systématique de cocktails Molotov, alors que ceux-ci peuvent provoquer la mort. Mais cette tactique reste incorporée à l'activisme anarchiste comme l'une de ses formes d'expression privilégiée¹. Dans la mesure où elle est encouragée par les réseaux sociaux et médiatiques, cette tactique insurrectionnelle utilisée en Grèce sert en même temps de vitrine et de modèle pour les anarchistes nostalgiques habitant d'autres parties du monde.

Chez nous, en Europe de l'Ouest, les groupes organisés qui occupent le devant de la scène ne comptent pas la (contre-)violence comme l'une de leurs formes de protestation habituelle. Mais d'autres événements ont généré une poussée d'admiration, voire dans certains cas une vénération, pour la lutte armée et militarisée comme moyen présumé pour obtenir des buts révolutionnaires. C'est le cas par exemple des luttes des milicien·ne·s kurdes en Syrie du Nord, contre l'État islamique et l'armée turque dans la guerre civile en Syrie, qui entretiennent des affinités avec certains milieux anarchistes (je renvoie à Bookchin dont Öcalan recommandait la lecture).

Et même si aujourd'hui les scénarios d'une lutte armée, militarisée, sont à juste titre à peine discutés de façon sérieuse, il n'en reste pas moins que l'on méprise ouvertement les

1. Voir The Lamia, « Je mehr Gewalt, desto weniger Revolte. Über den 2/11/1987, Frankfurt/Startbahn, und den 5/5/2010, Athen », dans *Graswurzelrevolution*, n° 350, été 2010.

formes d'action non-violente lorsqu'il y a des discussions sur les tactiques au sein des mouvements sociaux contestataires. Nombre de prises de position et de brochures se vantent de faire l'apologie de la violence et de nourrir des débats polémiques à ce sujet. Peter Gelderloos est l'un des représentants de ce courant. Avec ses livres, il donne toute sorte d'arguments douteux et polémiques aux anarchistes qui ont une affinité pour la violence, pour qu'ils-elles puissent s'opposer à la non-violence. Ce texte va ainsi se consacrer à Peter Gelderloos et à sa présentation déformée de l'action non-violente.

Dans un article sur les théories de Peter Gelderloos contre l'anarchisme non-violent, publié dans le numéro 421 de *Graswurzelrevolution*, N. O. Fear dit que l'on pourrait « écrire tout un livre » « contre chaque phrase » des œuvres de cet auteur « en citant des contre-exemples¹ ». On ne peut qu'être d'accord avec cela.

Peter Gelderloos s'est fait une certaine réputation comme critique particulièrement acerbe de l'activisme non-violent et il essaie d'argumenter ses invectives d'un point de vue anarchiste. Il faudrait effectivement tout un livre pour le contredire phrase par phrase. Cela déborderait complètement des limites d'un chapitre qui se contentera ici de montrer

1. N. O. Fear, « Wer will den Bürgerkrieg. Zur Kritik des "Insurrektionalismus", Teil 1 : Peter Gelderloos », dans *Graswurzelrevolution*, n° 421, septembre 2017.

pourquoi la critique de la non-violence formulée par Gelderloos doit être rejetée et pourquoi la non-violence et l'anarchisme ne sont pas seulement compatibles, mais solidaires et se conditionnent l'un l'autre¹.

Pour cela je m'appuierai sur certains aspects de son livre le plus connu : *Comment la non-violence protège l'État* et, selon les cas, sur *l'Échec de la non-violence*². Le point central du texte porte sur la faiblesse théorique de l'argumentation de Gelderloos.

Prendre en considération ses exposés historiques et étudier plus en détail l'interprétation qu'il en fait serait également un projet à part entière. Voilà pourquoi d'autres parties de ce livre seront analysées dans une perspective anarchiste et on montrera ce qui est faux et trompeur dans son ouvrage³. Cette mise au clair est nécessaire et l'on ne peut que s'étonner

1. Pour un exposé plus long de ce thème, voir Sebastian Kalicha, *Gewaltfreier Anarchismus und anarchistischer Pazifismus. Auf den Spuren einer revolutionären Theorie und Bewegung*, Heidelberg, Verlag Graswurzelrevolution, 2017.

2. Toutes les citations proviennent du livre de Peter Gelderloos : *Comment la non-violence protège l'État...*, *op. cit.* ; sinon de Peter Gelderloos : *l'Échec de la non-violence*, Paris, Éditions libre, 2019, version en anglais : *The Failure of Nonviolence*, Londres, Éditions Activ Distributions, 2013. Pour ceux-celles qui utilisent la version en ligne, version en anglais, voir : <<http://theanarchistlibrary.org/library/petergelderloos-how-nonviolence-protects-the-state>>.

3. Pour une critique plus détaillée et fort recommandable du livre de Gelderloos, *The Failure of Nonviolence*, 2013, je renvoie au texte de Gabriel Kuhn, « Violence Sells... But who's buying? » dans Gabriel Kuhn, *Anarchismus und Revolution. Gespräche und Aufsätze*, Münster, Unrast Verlag, 2017, p. 123-142.

que les anarchistes non-violent·e·s se soient tu·e·s pendant si longtemps à propos de ce genre de publication, en particulier au sujet de celles de Gelderloos. Cela n'a pu que contribuer à ce que de tels contenus se répandent sans être critiqués au sein même des cercles anarchistes¹.

Sur Internet, on évite trop souvent l'argumentation, on affirme que ces contenus sont considérés comme sacro-saints et les discussions sont déclarées closes. À la place d'une discussion sérieuse, on se contente généralement de poster des liens sur le livre. Il est donc temps de répliquer de façon concrète et de produire un contre-récit général, car il semblerait que la tradition révolutionnaire non-violente de l'anarchisme tombe de plus en plus dans l'oubli, à quelques exceptions près².

Même si ce genre de discussions n'est pas nouveau, il semble que ce soit le black bloc à la mode ou encore l'esthétique du combat armé, qui tendent à s'imposer en éclipsant la tradition non-violente de l'anarchisme. Celui et celle qui combat masqué·e dans les rues ou bien le·la milicien·ne armé·e appartiennent à

1. Le texte de Johann Bauer, « Losurdo widersprechen. Eine gewaltfrei-anarchistische Auseinandersetzung mit Domenico Losurdos Buch "Gewaltlosigkeit. Eine Gegengeschichte" », dans *Graswurzelrevolution*, n° 416, février 2017. Ce texte constituait déjà une contribution importante sur ce sujet pour s'opposer aux publications de cet auteur de façon offensive et justifiée.

2. L'un de ces exemples qui nous a positivement surpris est Andrew Cornell, *Oppose and propose. Lessons from Movement for a New Society*, Oakland-Edinburgh, AK press, 2011.

l'iconographie de l'action anarchiste-révolutionnaire qui revient toujours sur le devant de la scène. Cela montre une tendance inquiétante qu'il faut critiquer depuis notre perspective anarchiste, révolutionnaire et non-violente.

Une vision confuse et réductrice de la non-violence

Il suffit de lire les livres de Gelderloos pour comprendre très vite qu'il se trompe dans ses définitions lorsqu'il parle de non-violence. L'ensemble de son argumentation vacille sous le poids des inexactitudes et des erreurs. Premièrement, il utilise les termes de « non-violence » et de « pacifisme » comme s'ils étaient synonymes¹.

La deuxième erreur fait de la « non-violence » et du « pacifisme » des concepts

1. Bien que les concepts « d'anarchisme non-violent » et « d'anarchopacifisme » puissent être utilisés comme équivalents (même s'il faut ici faire des différences en considérant les choses de façon plus précise), ce n'est pas la même chose pour « non-violence » et « pacifisme ». Il suffit de s'appuyer sur les différentes facettes que ces termes présentent d'un point de vue historique et selon les orientations conceptuelles pour voir toutes les différences qui les distinguent et même les opposent. Mais comme Gelderloos utilise ici ces deux concepts comme des synonymes, nous les utiliserons aussi comme synonymes, mais en les mettant entre guillemets. Il faut procéder de cette manière si l'on veut répondre à Gelderloos avec des arguments adaptés. Pour avoir une vue rapide sur les concepts et ce qui les distingue, voir Sebastian Kalicha, *Gewaltfreier Anarchismus...*, *op. cit.*, p. 35-40.

monolithiques. Et finalement, sa troisième erreur – sans doute la pire – : ces deux activités sont conçues en ce sens comme réformatrices, passives, légales, paisibles, symboliques, apaisantes, etc.

Le fondement de son argumentation repose donc déjà sur des principes qui sont faux. Par conséquent, on n'est pas surpris par le fait que son analyse, qui repose sur cette base, se termine de façon si désastreuse.

Si l'on suit cette logique, la « non-violence » et le « pacifisme » sont inéluctablement dirigés contre un changement révolutionnaire. Ils stabilisent, reproduisent et même encouragent toutes les formes possibles de domination, comme celle de l'État, le racisme, le patriarcat, etc. Ils peuvent donc être tolérés sans problème par ceux et celles qui dominent, puisqu'ils ne représentent aucun danger réel ; ils sont inefficaces et peuvent être récupérés facilement.

C'est ainsi que se résument, à gros traits, les principaux points de son argumentation. Ces principes sont soutenus par des anecdotes personnelles et par une compréhension de l'histoire extrêmement sélective. Notamment parce que Gelderloos ne cesse de faire des reproches aux non-violent·e·s. Dans le livre *Comment la non-violence protège l'État*, l'anecdote joue un rôle central. L'auteur aligne ses expériences personnelles, ses conversations ou ses sentiments. Il les utilise souvent dans son argumentation pour servir de source, au lieu de faits et d'analyses plus étayées. Dans cet

ouvrage, pages 84-85¹, on peut effectivement lire la remarque suivante :

Les seuls partisans de la non-violence que j'ai jamais entendus rejeter la légitimité même de l'autodéfense étaient blancs [...]. J'ai beaucoup du mal à croire que leur aversion pour la violence soit autant une question de principe qu'une question de privilèges et d'ignorance².

Certaines affirmations de portée générale se transforment en préceptes immuables, par exemple page 92 :

[...] tous les gouvernements du monde comprennent que l'activisme véritablement [en anglais : *unconstrained*, c-à-d sans limite = violent ; S.K.] révolutionnaire constitue la plus grande menace qui soit pour l'ordre établi [...].

On peut se demander quels sont ces gouvernements : sont-ils tous concernés ? S'agit-il autant des démocraties que des autocraties, des monarchies que des États militaires, libéraux ou encore conservateurs ? Où peut-on les trouver ? Et dans quels contextes ses affirmations valent-elles ? La ligne qui départage l'opinion personnelle et les faits présumés reste toujours mouvante dans le livre de Gelderloos.

1. Les numéros de pages indiqués dans les citations du livre de Gelderloos renvoient à l'édition française *Comment la non-violence protège l'État...*, *op. cit.*

2. Souligné par nous.

Non-violence bourgeoise et non-violence révolutionnaire

Si l'on observe tout cela de façon plus précise en s'appuyant sur la théorie de l'action non-violente, on s'aperçoit clairement que Gelderloos ne critique que la thèse bourgeoise de la non-violence. Cette thèse s'appuie sur une compréhension symbolique de l'action, elle ne promet que des réformes et reste passivement dans le cadre strict de la légalité. C'est ce qui est décisif pour le reste de l'analyse et de la critique de son livre. Cette façon de comprendre la non-violence est très étroite. Elle ne prend pas en considération les aspects révolutionnaires, ou ceux qui impliquent une confrontation, ni les pratiques qui sortent de la légalité et qui concernent l'action directe non-violente. Cette dernière est bien plus large et concerne un domaine bien plus complexe que ce qui est discuté ici.

Comme Gelderloos ne fait jamais la distinction entre version bourgeoise et version révolutionnaire de la non-violence, ce qui est compris sous le concept général de « non-violence » ou « d'action non-violente » rassemble un peu tout, de manière floue. Chez Gelderloos, le problème est donc qu'il n'existe qu'une seule forme d'action non-violente, à savoir la forme réformatrice et bourgeoise. Il n'en connaît pas d'autres, ou ne veut pas en connaître d'autres. Mais il est bien clair pour tout lecteur et lectrice qu'avec une telle

perspective, aucune analyse fructueuse sur la violence et la non-violence ne peut être écrite. Gelderloos s’y essaie, mais il échoue.

Bien que dans plusieurs passages de son livre il reconnaisse au moins qu’il existe un pacifisme « révolutionnaire » à côté du pacifisme « réformateur », il estime toutefois qu’il est difficile de les distinguer l’un de l’autre. En effet, selon sa conception, les « pacifistes » eux-mêmes n’accepteraient pas cette classification. Il se peut que cet argument corresponde à l’expérience personnelle de Gelderloos, mais il faut alors supposer qu’il n’a jamais sérieusement discuté avec des activistes révolutionnaires et non-violent·e·s, ou bien qu’il n’a jamais lu aucun de leurs écrits. Pourtant, un simple coup d’œil sur l’histoire et l’actualité de la théorie et de la pratique pacifiste-radical, ou révolutionnaire et non-violente, montre très clairement que cette distinction a été et est faite, et cela de la manière la plus énergique qui soit. L’affirmation de Gelderloos est ainsi fautive.

On pourrait citer par exemple l’anarchiste Bart de Ligt¹ qui écrit : « Nous [...] ne combattons pas pour une paix capitaliste. » Bart

1. On lira avec intérêt la sélection de textes de Barthélémy de Ligt et Pierre Ramus (évoqué plus loin) : Collectif *Désobéissances libertaires, Antimilitaristes anarchistes non-violents - Barthélemy de Ligt (1883-1938) - Pierre Ramus (1882-1942)*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2019. Et plus particulièrement, sur Barthélémy de Ligt, Thom Holterman, *l’Anarchisme au pays des provos - Constantes, organisations et force critique des libertaires hollandais*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2015. [Note de l’éditeur]

de Ligt décrit le pacifisme bourgeois qui ne combat pas l'État et le capitalisme comme une « absurdité¹ ». George Lakey, lui aussi, distingue les pacifistes bourgeois des révolutionnaires non-violents. « Le pacifisme est avant tout influencé par le désir d'éviter tout conflit », écrit Lakey, alors que « d'un autre côté les révolutionnaires non-violents accueillent le conflit à bras ouverts ». Le capitalisme convient tout à fait aux pacifistes bourgeois, mais « il ne convient pas du tout aux révolutionnaires non-violents ». Ces derniers sont d'ailleurs ouvertement « très anticapitalistes et souvent opposés à l'État² ». « Les pacifistes » sont donc bien conscients de ces distinctions. Les affirmations que nous avons citées de Gelderloos montrent sa méconnaissance des débats existants au sein des mouvements pacifistes et non-violents.

D'ailleurs, Gelderloos reconnaît dans son livre que toute son analyse du concept de non-violence et du pacifisme ne repose que sur le milieu activiste qu'il observe immédiatement autour de lui : blanc, bourgeois, privilégié, réformateur, étatsunien. Cela ne l'empêche pas malgré tout, de construire une fiction englobante et généralisatrice. Il est bien évident que tout cela est réducteur et insuffisant. C'est ainsi qu'il écrit, page 89 :

1. Sebastian Kalicha, *Gewaltfreier Anarchismus...*, op. cit., p. 100-103.

2. Lakey cité par Andrew Cornell, *Oppose and propose...*, op. cit., p. 64

Les mouvements de non-Blancs poursuivant pacifiquement des buts révolutionnaires ont eu tendance à recourir à une forme de non-violence moins absolue, plus orientée vers la confrontation et donc plus dangereuse [*sic*!] que la non-violence qui subsiste de nos jours en Amérique du Nord.

Il semble ainsi quand même y avoir chez Gelderloos une espèce de « non-violence révolutionnaire ». Mais celle-ci est immédiatement relativisée, car, dans son récit, une non-violence qui aurait un caractère parfaitement révolutionnaire est quelque chose d'impossible. Les pacifistes d'Amérique du Nord bourgeois·e·s et réformateur·trice·s ne connaissent effectivement pas cette autre forme de non-violence « plus dangereuse ». Le message qui est envoyé est que la non-violence qui est liée à la confrontation ou au danger n'est pas une véritable non-violence. Cette affirmation est elle aussi inadmissible, même en ne connaissant que les grands principes de la théorie de l'action non-violente. D'ailleurs, cette dénomination de « paisible » à la place de « non-violent » est souvent l'un des artifices rhétoriques favoris pour minimiser la résistance et la lutte non-violentes. Il n'est donc pas surprenant qu'il s'en serve ici.

Gelderloos ne reconnaît pas le fait que la « non-violence » et le « pacifisme » ne sont pas des blocs monolithiques. Mais qu'ils sont des champs dans lesquels on trouve les courants les plus différents possible les uns des autres (ce que l'on peut constater au niveau

historique), autant au niveau des concepts théoriques que des pratiques. C'est là l'erreur fondamentale sur laquelle repose tout ce qu'il a publié. Il suffit de confronter les théories de Gelderloos avec la théorie, la pratique et l'histoire révolutionnaire non-violente, radicale-pacifiste et anarchiste non-violente pour s'apercevoir que son livre est mal documenté et confus. Il ne fait lui-même qu'illustrer à quel point sa compréhension de la théorie de l'action non-violente et de la révolution est en fait limitée. Pour montrer le caractère ridicule de sa présentation, lisons page 161 ce qu'il écrit pour décrire l'action non-violente :

Nous ne pourrions pas nous libérer et créer les mondes où nous voulons vivre si nous considérons que le changement social fondamental s'obtient en allumant une bougie dans la pénombre, en conquérant les cœurs et les esprits, en disant la vérité au pouvoir, en témoignant de ce que nous avons vu, en attirant l'attention des gens, ou par n'importe quelle forme passive de protestation.

Une telle affirmation paraît d'autant plus étrange et étonnante qu'elle est écrite par un auteur qui s'est manifestement spécialisé dans les questions de violence et de non-violence dans le domaine de l'activisme. On ne comprend vraiment pas pourquoi il n'a pas eu accès dans ses recherches à tout le domaine

de la protestation non-violente¹ à côté de ses formes légales les plus passives.

Ignorance ou malhonnêteté ?

L'auteur ne se contente pas d'omettre de larges pans de la théorie de l'action non-violente, mais, de plus, il utilise dans de nombreux passages un ton polémique. La question qui s'impose alors, mais à laquelle on ne peut pas répondre, est celle-ci : est-ce que ces affirmations sont le résultat de son ignorance et de ses mauvaises recherches, ou bien est-ce que nous avons affaire ici à une stratégie construite intentionnellement pour que cette forme de résistance non-violente ne puisse apparaître que sous un jour négatif ?

Il existe une tradition maintenant vieille de plus d'un siècle et des théories bien perfectionnées de la révolution non-violente² qui s'opposent aux structures de domination et tentent de les combattre, de les éliminer et de les dépasser par différents moyens : actions directes non-violentes (blocus, occupations, etc.), désobéissance, organisation de base,

1. Il est naturellement nécessaire et judicieux de prendre au sérieux et d'analyser les conséquences des formes passives et légales de la résistance non-violente, avant de les rejeter et de les ridiculiser globalement comme le fait Gelderloos.

2. L'une des premières théories de la révolution non-violente et de l'anarchisme non-violent est celle d'Étienne de la Boétie qui l'a formulée au XVI^e siècle dans son livre *De la servitude volontaire*.

mouvements de masse, grèves, non-coopération, sabotage, refus du service militaire (objection de conscience) et d'autres formes de lutte non-violente.

Gelderloos se trompe encore lorsqu'il part de l'hypothèse erronée selon laquelle la résistance non-violente serait à mettre sur le même plan qu'un simple appel à des personnalités connues pour qu'elles transforment ce qui ne va pas. Ce qui distingue le pacifisme bourgeois de la non-violence révolutionnaire, l'action directe de l'action symbolique, est central et décisif, et des phrases telles que la suivante extraite de *Comment la non-violence protège l'État*, pages 73-74, montrent le peu de qualité de cet ouvrage :

Même les courants non violents qui cherchent à abolir l'État s'efforcent d'y parvenir en le transformant (en essayant de convaincre ceux qui détiennent le pouvoir) ; par conséquent, la non-violence exige que les activistes essaient d'influencer l'appareil du pouvoir, ce qui requiert qu'ils s'en approchent, ce qui signifie que les plus privilégiés, qui sont plus à même d'y parvenir, garderont le contrôle de tous les mouvements du fait de leur statut de gardiens et d'intermédiaires qui permettent aux masses de « dire ses quatre vérités au pouvoir ».

Tous ces développements sont inadéquats pour décrire la théorie et la pratique révolutionnaire non-violente. Il est assez révélateur que Gelderloos ait précisément tenté, dans ce paragraphe, de distinguer un pacifisme/une

non-violence bourgeoise de courants plus radicaux et qu'il n'y parvient évidemment pas. Les révolutionnaires non-violent·e·s qui ont une optique anarchiste ne veulent pas simplement influencer les structures de domination et les transformer petit à petit, ils et elles ne veulent pas enseigner aux dominant·e·s une meilleure manière de faire, ils et elles veulent combattre ces rapports de domination et les dépasser complètement grâce au pouvoir qui vient d'en bas et à « l'action économique et sociale¹ ». L'argumentation utilisée par Gelderloos dans ces passages passe à côté de l'essentiel, et c'est caractéristique de ce qu'il écrit. Mais, page 86, on trouve encore mieux :

La contradiction qui traverse le pacifisme ouvertement révolutionnaire réside dans le fait qu'une révolution n'est jamais exempte de danger, tandis que pour la grande majorité de ses promoteurs et de ses pratiquants, le pacifisme consiste à rester en sécurité, à ne pas se blesser, à ne s'aliéner personne, à ne décevoir personne.

Si nous confrontons ce passage avec les analyses d'un livre traitant sérieusement et de manière approfondie de la théorie de

1. Une telle désignation provient de l'Union des socialistes antiautoritaire. Pour avoir des analyses plus exactes sur cette conception d'une révolution non-violente dans le sens d'un anarchisme communiste, il faut voir le texte-programme *Was will der Bund herrschaftsloser Sozialisten ?*, 1922. Cf. <<https://www.anarchismus.at/anarchistische-klassiker/pierre-ramus/6347-was-ist-und-will-der-bund-herrschaftsloser-sozialisten>>.

l'action non-violente, nous comprenons que Gelderloos ne fait qu'accumuler de fausses affirmations. Voici ce qu'écrit Kurt Schock :

L'action non-violente n'est pas l'inaction [...], ce n'est pas la soumission, ce n'est pas le refus du conflit, et ce n'est pas la résistance passive. En fait, l'action non-violente est un moyen direct de mener des conflits contre des adversaires. Elle est un rejet explicite de l'inaction, de la soumission et de la passivité. [...] l'action non-violente renvoie à des actions spécifiques qui impliquent le risque et impliquent la prise de risque. Elles impliquent aussi une pression non-violente ou une coercition non-violente dans rapports de force entre des groupes qui s'opposent¹.

On ne comprend donc pas bien d'où proviennent les affirmations de Gelderloos dans les passages que nous avons cités plus haut. Ces affirmations qui se rapportent à la théorie de l'action non-violente sont fausses, comme la citation de Schock nous l'a montré.

Lorsque l'on cherche sérieusement à connaître la théorie de l'action non-violente, on sait qu'elle est une manière d'engager les conflits, ce n'est pas un moyen de les éviter. C'est une forme de combat, pas une forme de négociation. C'est une forme de confrontation et non pas de réconciliation avec l'adversaire

1. Kurt Schock, *Unarmed Insurrections. People Power Movements in Nondemocracies*, Minneapolis-Londres, Presse de l'université du Minnesota, 2004, p. 6-7.

ou une sorte de *statu quo*. Dans la théorie de l'action non-violente, il se trouve des étapes et une escalade, non pas un processus de recul¹.

Les formules de Gelderloos sont aussi une offense claire et simple envers tous ceux et celles qui, connu·e·s ou inconnu·e·s, sont des révolutionnaires non-violent·e·s et qui poursuivent leur lutte en vue d'un avenir émancipateur. Car un bon nombre d'entre eux et d'entre elles ont été poursuivi·e·s, emprisonné·e·s, torturé·e·s ou tué·e·s, et le sont encore aujourd'hui.

Ces affirmations sont en contradiction avec la littérature de base et avec les luttes historiques et contemporaines. De tels propos sont l'équivalent, dans le domaine de la non-violence, de formules fausses et rabâchées comme « l'anarchisme signifie chaos et terreur ». De tels arguments sont le propre des bourgeois conservateurs, des cercles de droite et des socialistes autoritaires. Ce n'est que la répétition pure et simple de la désinformation. Gelderloos écrit un peu plus loin, page 171, au sujet de sa manière de comprendre le « pacifisme » et la résistance :

Le pacifisme voyant une victoire dans le fait d'éviter la violence ou de la faire décroître, il ne peut naturellement pas se confronter directement à la violence.

1. Pour un inventaire précis de toutes les fausses représentations concernant l'action non-violente et ce qu'elle signifie, voir *ibid.*, p. 6-12.

Certes, le « pacifisme/la non-violence » a pour but de construire une société sans violence, mais en déduire qu'à cause de cela on ne peut pas affronter la violence ou les rapports de violence est erroné. Manifestement, le point de départ de Gelderloos consiste à dire que l'on ne peut s'opposer à la violence que par une contre-violence. Mais face à cet argument, il suffit de jeter un coup d'œil dans n'importe quel livre ayant pour thème l'action non-violente ou l'analyse d'une campagne non-violente. Gelderloos remarquerait alors que c'est exactement le contraire de ce qu'il écrit. Les activistes non-violent·e·s n'utilisent aucune (contre-)violence, mais cela ne signifie pas que l'adversaire n'utilise pas de violence contre eux et elles (c'est même probable et l'on doit s'y attendre). Aussi, cela ne signifie pas qu'ils et elles ne peuvent pas résister à la violence ou aux rapports de violence. Les activistes qui s'engagent dans la non-violence ne le font pas pour éviter la violence et pouvoir ensuite fêter cela comme un « succès ». Au contraire, ils et elles le font pour combattre activement la violence, l'oppression et la domination par d'autres moyens. Les actions non-violentes doivent très souvent compter avec la présence de la violence venant de la partie adverse. Le défi consiste alors à savoir comment réduire l'effet de la violence et de la répression (et si possible l'utiliser à ses propres fins), pour pouvoir intensifier et élargir le combat sur des plans différents. La résistance non-violente est

une confrontation. Et la personne qui ne l'a pas compris n'a pas compris l'action non-violente.

Page 136, Gelderloos fait ensuite état de quatre soi-disant formes principales de « stratégies pacifistes », toutes condamnées à l'échec selon son analyse :

[...] l'appel à la morale, la démarche lobbyiste, la création d'alternatives et la désobéissance généralisée.

Cette subdivision a manifestement été inventée par Gelderloos lui-même et elle mélange arbitrairement quatre mots d'ordre qui n'ont pas grand-chose à voir les uns avec les autres. Pourquoi une analyse séparée de ces quatre stratégies apparaît-elle importante ? C'est à Gelderloos de répondre. Du point de vue révolutionnaire non-violent, les deux premiers points sont plutôt inintéressants. Le lobbying n'est jamais pris d'une manière quelconque en considération. Par contre, la création de structures alternatives et la désobéissance ont de l'importance, mais, et Gelderloos le reconnaît lui-même, cela n'est en rien le propre de la résistance non-violente.

Gelderloos essaie de mettre le doigt là où cela ferait mal à cause de concepts de résistance non-violente qui ne seraient pas bien pensés. Il pense par exemple que la désobéissance à elle seule ne suffit pas pour briser les différentes formes de domination. Oui, c'est vrai – mais ce n'est pas nouveau. Les théoricien·ne·s et les activistes révolutionnaires non-violent·e·s renvoient depuis toujours au fait que, dans un

processus révolutionnaire, une seule tactique n'a aucune chance d'aboutir. C'est précisément la force de l'action non-violente et des campagnes non-violentes de combiner différentes formes de résistance, en l'occurrence des tactiques adaptées selon les circonstances et les situations, afin de pouvoir exercer sur l'adversaire la pression maximale et à différents niveaux.

Ce que Gelderloos cherche à mettre en avant, les soi-disant faiblesses de la théorie de l'action non-violente, sont des thèmes reconnus, discutés et résolus par les milieux non-violents. Alors qu'il recense arbitrairement quatre formes d'action qu'il décrète être « les principales formes de la stratégie pacifiste » pour ensuite ignorer les bases de la théorie de l'action révolutionnaire non-violente et qu'il les critique en jugeant qu'elles sont chacune séparément vouées à l'échec, la conclusion qu'il en tire naturellement est « l'infériorité » de l'action révolutionnaire non-violente.

La non-violence protège-t-elle l'État ?

Intéressons-nous maintenant à l'un des points principaux traités par l'auteur, auquel il consacre une partie de son titre. Est-ce que la non-violence protège vraiment l'État ? Une telle affirmation s'appuie naturellement sur une compréhension que l'on a déjà analysée

comme réductionniste et sélective de l'histoire, de la théorie et de la complexité de l'action non-violente. L'une des thèses centrales de Gelderloos consiste à dire que la non-violence n'attaque en rien la violence de l'État, et qu'au contraire, elle la protège et la stabilise. Ainsi, la non-violence se servirait de la violence de l'État pour « atteindre ses buts ». Du point de vue révolutionnaire anarchiste non-violent, cette affirmation est assez obscure et il est relativement simple de la réfuter, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique¹.

Nous résumerons cela le plus brièvement possible en expliquant d'abord pourquoi de telles affirmations ne sont pas valables sur un plan théorique. L'État et la violence se conditionnent mutuellement, la domination étatique implique toujours davantage de formes de violence. Les anarchistes non-violent·e·s formulent une critique de la violence fondamentale qui vaut aussi bien pour l'État que pour son monopole de la violence. Dans l'État, la violence est concentrée et « légitimée » par des lois. La légitimation légale de cette forme de violence ne signifie pourtant pas que les non-violent·e·s l'acceptent.

1. S'ils le font, c'est-à-dire s'ils utilisent la violence comme moyen d'arriver aux buts pacifistes – par exemple le parti allemand des Verts en 1999 lors du bombardement de la Serbie –, alors, on peut déjà dire qu'ils ne sont pas non-violents (même s'ils avaient pu l'être auparavant). Par conséquent, même si c'est bien trop tard, les Verts de la RFA ont abandonné le terme de « non-violent » dans leur programme au moment même où les bombardements ont eu lieu.

La critique de la violence de l'État et une analyse de l'État comme entité fondée sur la violence constituent une part centrale de la critique plus générale de la domination et de la violence faite par les anarchistes non-violent·e·s. Donc, une critique radicale de la violence est toujours en même temps une critique de l'État. Ainsi, la non-violence radicale est définitivement antiétatique. Il est donc bien téméraire d'affirmer que la non-violence « protégerait » l'État. Tout au contraire, la non-violence radicale rend fondamentalement illégitimes l'État et sa domination dans la mesure où elle rejette de façon radicale la violence qui est la condition essentielle de la domination étatique (monopole de la violence).

Si nous reconnaissons le caractère dominateur et réactionnaire de la violence de l'État, il est alors tout à fait logique d'étendre cette critique à la violence en général. Même s'il y a une différence entre la violence de l'oppressur et la violence des opprimé·e·s, malgré tout, la violence est en soi un phénomène qui possède sa propre dynamique autoritaire et anti-émancipatrice, quand bien même elle se manifeste comme une contre-violence des opprimé·e·s. C'est pourquoi la critique radicale de la violence est toujours en même temps aussi une critique radicale de la domination et elle est ainsi une partie intégrante, absolument nécessaire, de la théorie et de la pratique anarchistes.

Gelderloos répond qu'au contraire, les non-violent·e·s « garantissent le monopole de la violence de l'État » et c'est pourquoi ils et elles seraient des contre-révolutionnaires, des réformateur·ice·s et des inconséquent·e·s dans leur critique de la violence. Cela est vrai en ce qui concerne la conception bourgeoise et réformatrice de la non-violence, mais cela ne convient pas pour les anarchistes et les révolutionnaires. La non-violence radicale refuse le monopole de la violence de l'État bien davantage et de façon plus fondamentale encore que ne peut le faire toute violence révolutionnaire, parce qu'elle s'attaque à la racine même du problème de la domination et de la violence. Il semble que l'on puisse en toute probabilité éviter de reproduire la violence et la domination et dépasser durablement toutes les formes de violence. Mais, pour cela, il faut être en mesure de refuser radicalement toute forme de violence et de domination pour pouvoir les combattre avec d'autres moyens que ceux qui passent par la violence, en l'occurrence avec des moyens non-violents. Ainsi, toutes les formes de domination qui reposent sur la violence, c'est-à-dire à peu près tout rapport de domination y compris celui de l'État, pourraient disparaître.

La présentation sélective et grossière que Gelderloos fait de la non-violence omet la pratique et la critique radicale, en l'occurrence la critique révolutionnaire non-violente. En en faisant la caricature, il avance ainsi de fausses

conclusions lourdes de conséquences¹. Et il va encore plus loin en affirmant que les courants révolutionnaires qui combattent le monopole de la violence de l'État par des actions directes non-violentes tolèrent et approuvent ce dernier. Gelderloos se refuse alors à voir quelque chose de fondamental : le fait que la non-violence délégitime non seulement les relations de domination (ce qui est particulièrement important pour les anarchistes), mais aussi qu'elle est une forme de résistance à ces dominations. Les formes de luttes contre la domination et contre l'oppression rassemblées sous le terme générique d'action non-violente sont nombreuses et constituent depuis toujours le pôle émancipateur opposé aux formes de résistance violentes, armées et militarisées. Pour Gelderloos cependant, la seule chose qui compte est la suivante, ainsi page 98 :

[...] le pacifiste se comporte comme un chien bien entraîné et battu par son maître :

1. Il est particulièrement étonnant de la part d'un étatsunien comme Gelderloos de voir la façon très superficielle dont il s'intéresse à l'histoire des États-Unis d'Amérique (pas seulement en ce qui concerne la gauche radicale). Il aurait pu y trouver beaucoup plus d'exemples de théories et de pratiques révolutionnaires non-violentes, pacifistes et radicales anarchistes non-violentes. On peut citer comme exemples de groupes liés fortement à l'anarchisme : le *Committee for Nonviolent Revolution* (Comité pour une révolution non-violente) ou bien le *Movement for a New Society* (Mouvement pour une société nouvelle) qui possède de nombreux liens avec la non-violence et l'anarchisme révolutionnaires dans la Nouvelle Gauche. Le *Student Nonviolent Coordinating Committee* (Comité de coordination des étudiant·e·s non-violent·e·s) possède de nombreux aspects anarchistes.

plutôt que de mordre son assaillant, il baisse la queue, prouvant son innocuité et se résignant à recevoir des coups, dans l'espoir qu'ils cessent.

Ce qui témoigne aussi de l'ignorance de l'auteur en ce qui concerne la théorie de l'action non-violente : la non-violence apparaît ici comme le fait d'endurer et de subir passivement la domination dans l'espoir qu'elle cesse un jour ou l'autre. Gelderloos utilise aussi d'autres clichés, comme celui des activistes « pacifistes » avec le rameau d'olivier, celui d'activistes mettant des fleurs dans le canon de fusils ou encore celui d'activistes qui chantent et qui se tiennent par la main, etc. On ne peut que répéter qu'il s'agit là d'une caricature des activistes non-violents. Et cela devrait être connu de quiconque écrit sur les théories de la non-violence. Le problème de Gelderloos, c'est que ses affirmations ne parviennent même pas à atteindre ici la non-violence réformatrice : n'importe quelle action de Greenpeace est plus radicale que ce que Gelderloos nomme ici la réalité de tous les « non-violent·e·s/pacifistes » !

En lisant son livre, il saute aux yeux que l'image déformée de la non-violence perçue par Gelderloos se nourrit principalement de ses expériences personnelles et de leur interprétation subjective. Cependant, cette image déformée insinue une certaine forme d'universalité. La citation suivante montre à quel point ses exposés sont visiblement marqués

par ses sentiments personnels. Il s'agit d'un cercle vicieux au niveau de l'argumentation pour lequel aucune source extérieure n'est nécessaire, puisque l'expérience personnelle suffit comme unique point de référence.

Il écrit ainsi page 112 :

En fin de compte, les activistes non violents s'en remettent à la violence de l'État pour défendre leurs acquis et ne lui opposent pas la moindre résistance lorsque sa violence se tourne contre des militants radicaux (ils l'encouragent même). Lors de leurs manifestations, ils négocient et coopèrent avec la police. Et tout en honorant leurs « prisonniers de conscience », les pacifistes tendent, *selon mon expérience*, à ignorer la violence du système carcéral dans les cas où la personne prisonnière a commis un acte de résistance violente ou de vandalisme (sans parler des crimes apolitiques). *Tandis que je purgeais* une peine de six mois de prison pour un acte de désobéissance civile, des pacifistes de tout le pays m'ont soutenu. Mais dans l'ensemble ils ont démontré une absence d'intérêt pour la violence institutionnalisée qui incarcère 2,2 millions de victimes de la Guerre contre le Crime (*War on Crime*) menée par le gouvernement. *Il semble bien que* la seule forme de violence à laquelle ils s'opposent de la manière systématique soit la rébellion contre l'État¹.

Ce que l'on peut lire ici est une série de reproches qui font moins appel à des faits

1. Souligné par nous.

qu'à viser un but précis. Il s'agit visiblement de fabriquer de toutes pièces une polémique. Rien de ce qui est écrit ne concerne les activistes révolutionnaires non-violent·e·s. Comme toute tentative de répliquer à des polémiques par des faits risque de mener à un argumentaire sans fin et inutile, il nous suffira de mentionner les points suivants : le *Committee of 100* (Comité des 100), un groupe d'action non-violent actif dans les années soixante au Royaume-Uni, ne coopérait jamais avec la police, les blocus ou n'importe quelle action d'occupation organisés par des écologistes radicaux fonctionnent très bien sans coopération avec la police, les *London Catholic Workers* (Travailleurs catholiques de Londres), un groupe proche de l'anarchisme chrétien, manifestaient régulièrement devant les prisons, ou selon les cas devant les centres de détention provisoire¹, les anarchistes chrétien·ne·s non-violent·e·s des États-Unis discutent souvent de la question du complexe industriel pénitentiaire et de la possibilité d'abolir la prison², l'anarchiste néerlandaise Clara Wichmann³ est une pionnière de la résistance contre le système pénitentiaire dans

1. Le *Catholic Worker*, et anarchiste chrétien non-violent, Ammon Hennacy est même mort devant une prison lors d'une manifestation de protestation. Il savait bien pour quelles raisons il manifestait puisqu'il avait lui-même été emprisonné pendant un certain temps.

2. Voir <<http://jesusradicals.com>>.

3. Voir Thom Holterman, *l'Anarchisme au pays des provos*, *op. cit.* [Note de l'éditeur]

son pays, lorsque les objecteurs de conscience et les activistes non-violents de l'*Union Eight* furent emprisonnés dans les années quarante, ces activistes ont développé un système bien perfectionné de résistance en prison et contre la prison, par exemple contre la ségrégation raciale des internés blancs et noirs¹.

Et l'on pourrait continuer ainsi : donner encore quelques exemples tirés de très nombreux autres cas cent fois imprimés, partagés, aimés et répétés et qui récusent par les faits l'opinion toute faite présentée par Gelderloos ; penser que quelqu'un qui prétend s'y connaître aussi bien sur « l'essence » des « pacifistes/activistes non-violent·e·s » devrait se préoccuper un peu plus de distinguer les thèses qu'il avance de son opinion, de son expérience et de sa situation personnelle. Certes, écrire concerne aussi le vécu personnel, mais il s'agit également de donner son opinion en prenant des faits donnés comme point de départ.

Pourquoi laisser l'État nous dicter les règles du jeu ?

Il reste encore à traiter un autre aspect du rapport entre l'action anarchiste et l'État. Les anarchistes critiquent depuis toujours « la violence organisée de l'État ». Au lieu de partir du

1. À comparer avec James Tracy, *Direct Action : Radical Pacifism from the Union Eight to the Chicago Seven*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 1996.

fait que la violence en soi est un mécanisme étatique, oppressif et dominateur qu'il s'agit de démasquer et par conséquent de critiquer et de refuser, certain·e·s anarchistes comme Gelderloos font quelque chose de très inquiétant : ils et elles légitiment leur propre recours à la violence en renvoyant à la violence de l'État.

Pour l'exprimer autrement, ils et elles utilisent l'État et sa manière d'agir comme point de référence et justification de leur propre pratique. Ainsi, ils et elles laissent l'État décider fondamentalement de l'action dont ils et elles vont se servir. Nous entendons ainsi des arguments tels que « l'État est violent, c'est pourquoi nous devons/pouvons/sommes contraint·e·s de répondre de la même manière ».

La question de la violence est finalement *le seul et unique* domaine pour lequel les anarchistes insurrectionalistes se rapportent ouvertement et de façon répétée au mode de fonctionnement de l'État pour justifier et expliquer leur propre pratique. Ce ne sont donc plus ici la société sans domination ni les principes anarchistes qui définissent les moyens et qui servent de ligne directrice pour orienter la pratique émancipatrice, mais c'est *l'État!* Il détermine les règles du jeu – et nous nous contentons de nous laisser guider. Nous perdons alors pour ainsi dire les commandes de notre action pour les remettre en d'autres mains. Nous laissons notre adversaire prédéterminer les règles et les modes du règlement

des conflits. Et dans ce cas, il sera bien entendu toujours le plus fort.

Il est désolant de voir que ce point n'est pas davantage discuté ou l'objet de plus de controverses puisqu'il s'agit là du point majeur pour le milieu anarchiste dans la mesure où il renvoie à juste titre à l'importance cruciale de la politique préfigurative. Les anarchistes veulent entre autres dépasser l'État précisément parce qu'il utilise des moyens oppressifs : la répression et, en l'occurrence, la violence.

La violence est l'une des conditions préliminaires et l'une des racines de toutes les choses que les anarchistes combattent si passionnément, que ce soit la domination, la hiérarchie, l'inégalité, l'exploitation. Peu importe que cette violence se manifeste de façon structurale ou directement et physiquement. Voilà pourquoi il faut critiquer de façon radicale la violence et cela doit même être la condition préliminaire de toute critique fondamentale de la domination et de l'inégalité. Une critique de la domination est incomplète si elle ne prend pas en compte cet aspect : l'un ne va pas sans l'autre.

Le champ de la non-violence comme forme de résistance et comme façon de combattre est, nous l'avons vu, un champ que Gelderloos a laissé dans l'ombre. Ajoutons que ses erreurs de définitions le mènent à d'autres erreurs, fondamentales dans son analyse.

Il essaie par exemple de prouver que l'État préfère et approuve la résistance non-violente alors qu'au contraire il considérerait le-la

militant·e armé·e comme son·sa véritable ennemi·e. C'est d'ailleurs de là que provient le discours de Gelderloos selon lequel la résistance non-violente ne serait pas une menace pour l'État, mais une activité tolérée.

Selon l'auteur, on pourrait mesurer cela en fonction, entre autres, du degré de répression. Il fait ainsi référence aux activités du COINTELPRO du FBI contre les groupes armés du Black Power aux États-Unis. Mais il est faux de sous-entendre que seuls les groupes armés étaient l'objet de répression de la part du FBI, comme s'il n'y avait qu'eux qui avaient été concernés. Tout le monde était touché par une telle répression dès que l'on s'engageait pour un changement émancipateur. Le directeur du FBI, Edgar Hoover, était d'ailleurs complètement possédé par sa haine contre Martin Luther King. Si l'on suit la logique de Gelderloos, Hoover aurait dû avoir une grande sympathie pour King et ses activités, puisque finalement, celui-ci agissait uniquement selon de principes réformateurs et non-violents. Dans ce cas précis, le modèle explicatif monocausal de Gelderloos ne permet pas de comprendre les faits historiques.

Il est intéressant de noter que l'auteur renvoie aussi aux activités du groupe écologiste radical défendant les droits des animaux *Animal Liberation Front* (Front de libération des animaux; ALF) et à son pendant écologiste *Earth Liberation Front* (Front de libération de la terre; ELF) ainsi qu'à la répression qu'ils ont dû subir. Gelderloos écrit qu'ils ont fait

face à la répression « bien que ces groupes n'aient jamais tué aucune personne ». Ce qui est tout à fait vrai. Ces groupes n'ont effectivement encore jamais tué aucun être humain ni même volontairement blessé quiconque. Mais Gelderloos ne se pose jamais la question à savoir pourquoi personne n'a été tué. Est-ce un pur hasard ? Évidemment que non. ALF et ELF commettent certes des attaques ayant pour but d'endommager certains biens matériels, mais ils développent et défendent par là une maxime révolutionnaire non-violente. Celle-ci approuve et encourage les dommages économiques grâce à certains sabotages et des dégâts matériels bien ciblés, mais tuer ou blesser un être humain ou un animal ne doit jamais être accepté. Ces deux groupes l'expriment de manière explicite. Bien que Gelderloos présente l'ALF et l'ELF comme des groupes qui ne sont pas non-violents, les activités de ces deux groupes appartiennent pourtant exactement au domaine de la théorie de l'action non-violente. Ils acceptent en l'occurrence le sabotage et les dégâts matériels ciblés selon un cadre de conditions bien précises et déterminées et avec le scrupule qui les pousse à prendre en compte certaines mesures de sécurité.

En citant ces exemples, Gelderloos détruit de façon assez étonnante sa propre argumentation selon laquelle seule la résistance qui accepte aussi de causer des morts et des blessés serait véritablement révolutionnaire. En effet, il renvoie au fait que ces deux groupes n'ont

jamais tué personne, mais il ignore intentionnellement que cela n'est pas dû au hasard.

Cela va encore plus loin : lorsqu'il évoque les activités du syndicat *Industrial Workers of the World* (IWW), il affirme que le sabotage est une tactique qui se distinguerait des autres tactiques non-violentes de l'IWW (il les désigne comme « militantes »). Ce qui vaut pour les groupes de libération des animaux et les groupes écologistes vaut aussi pour le mouvement révolutionnaire de travailleur·euse·s. Le sabotage a été et est depuis toujours une forme de résistance appartenant en propre au mouvement ouvrier et qui n'a pas pour but de tuer ou de blesser, mais de provoquer des *dégâts économiques* en ralentissant le cours du travail ou en l'entravant. Dans tous les travaux qui traitent de l'histoire et de la théorie de l'action non-violente, on trouve une référence à cette tactique.

Mais cela ne déconcerte visiblement pas Gelderloos. Voilà ce qu'il écrit par ailleurs au sujet de la disparition des *Wobblies*, qui étaient bien entendu actifs dans un environnement extrêmement répressif, durant la période appelée la *Red Scare*, pendant laquelle la moindre affiliation à un syndicat radical était passible de peine judiciaire : « Renoncer à la violence les a empêchés de défendre ces idées. » En un paragraphe, Gelderloos explique la disparition des *Wobblies* de manière monocausale et simplifiée. Il utilise un schéma d'explication et d'analyse qui extrait de son contexte historique le déclin des *Wobblies*, en l'expliquant

uniquement par son refus présumé d'utiliser la violence¹. Mais il ne poursuit malheureusement pas son explication pour nous montrer comment un syndicat révolutionnaire (ou n'importe qui d'autre) pourrait défendre une idée (!) par l'utilisation de la violence – des coups de poing, des pistolets et de la dynamite.

À nouveau ici, il est clair que l'auteur critique simplement les conceptions de la non-violence des réformistes bourgeois·e·s. Ces dernier·e·s excluent souvent toute atteinte aux biens matériels. Mais il argumente néanmoins en opérant une généralisation (indue) qu'il étend à toute forme de non-violence. Toute perspective révolutionnaire ne pourrait donc que la rejeter. Il est grotesque de voir Gelderloos même se plaindre du fait que les activistes non-violents étendent les critères qui constituent leurs actions non-violentes au point d'inclure aussi les dégâts matériels.

Au mépris des définitions les plus fondamentales, de toute la littérature, de l'histoire et des exemples issus de l'action non-violente, Gelderloos donne ses propres définitions qui

1. Il voit dans la structure qu'il considère comme hiérarchique et centralisée de l'IWW une deuxième raison de son déclin. Cette structure est ce que l'on observe aussi dans le cas du parti marxiste-léniniste des *Black Panther* organisé de façon très centralisée et hiérarchique. Ce groupe est pourtant particulièrement apprécié par Gelderloos qui fait grand cas de l'autodéfense armée. Il est étonnant de ne pas en entendre parler dans *Comment la non-violence protège l'État*. Il semble donc que Gelderloos tolère davantage le modèle d'organisation hiérarchique lorsque cela concerne des formes de combats violents ou armés.

sont fausses. Il construit ainsi une sorte de tour de passe au sujet de la non-violence qui lui sert à projeter ses tirades présentant une image déformée afin de condamner la non-violence. Comme nous l'avons écrit plus haut, le sabotage et les dégâts matériels font partie du spectre de l'action directe non-violente. Mais, visiblement, il semble ne pas le savoir. La distinction qu'il fait entre les actions non-violentes et les actions « conflictuelles » est fautive et ne peut que mener à l'erreur.

Il se comporte de la même manière lorsqu'il parle d'actions « illégales » pour construire un prétendu critère de distinction par rapport aux actions non-violentes. Cet argument est particulièrement absurde : ce qui caractérise précisément la désobéissance civile – une des formes d'action non-violente –, c'est d'être illégale. Mais cela ne semble pas le déranger et il poursuit avec de fallacieuses définitions de « confrontation » et de « non-violence ». Dans un article critique du livre *l'Échec de la non-violence* du même auteur, Gabriel Kuhn s'en étonnait également : « Beaucoup d'activistes non-violents que je connais commettent en permanence des actions illégales¹. »

Le réseau écologiste radical *Earth First!* en est un autre exemple. Il est actif depuis les années soixante-dix et a développé depuis les années quatre-vingt-dix une tendance anarchiste fortement marquée. Le radicalisme

1. Gabriel Kuhn, « Violence Sells... But who's buying? », dans *Anarchismus und Revolution...*, op. cit., p. 128.

d'*Earth First!* est nettement orienté vers l'action et il s'exprime sous la forme de blocus, d'occupations et d'actes de sabotage, en pleine conformité avec la théorie de l'action non-violente. Évidemment, nous nous situons ici à la pointe extrême de l'action non-violente, mais il s'agit bien là d'une partie de l'action non-violente, de la même manière que les cercles de silence ou les marches blanches. Certes, *Earth First!* n'a pas toujours dit explicitement que ces actions étaient non-violentes. Un coup d'œil plus précis permet pourtant de n'avoir aucun doute sur la question de savoir si ces actions sont violentes ou non-violentes. Il est donc important et lourd de conséquences de voir *Earth First!* et des activistes telles que Judi Bari décider de parler de résistance non-violente ou, selon le cas, d'action non-violente pour désigner l'activisme de *Earth First!*

À ce propos, il suffit de regarder la brochure publiée par *Earth First!* – *Direct Action Manual*¹ (*Manuel d'action directe*) – pour constater que toutes les actions qui y sont décrites sans exception appartiennent au registre de l'action non-violente. Mais il faut bien remarquer qu'aucune d'entre elles n'est légale, ce qui d'ailleurs importe peu pour trancher la question de savoir si elles sont violentes ou non-violentes. Cependant, cela contredit le récit fallacieux de Gelderloos selon lequel la

1. *Earth First!*, *Direct Action Manual*, 3^e édition, édité par leur propre soin, 2015. [On peut la consulter en ligne <https://archive.org/details/direct_action_manual_3>].

protestation « non-violente » serait toujours passive et légaliste et que l'on quitterait le domaine de la non-violence dès qu'une action aurait dépassé ce seuil. Il est d'ailleurs étonnant que l'argumentation de Gelderloos soit en parfaite harmonie avec le point de vue des autorités de l'État et des politicien-ne-s ! Ceux et celles-ci aussi comprennent la plupart du temps une stratégie légaliste sous le terme de non-violence et ils et elles déclarent illégitime et condamnable tout ce qui va au-delà.

Pour distinguer la non-violence de la résistance, Gelderloos utilise les termes de « confrontation », « révolutionnaire » et même « illégal » de manière totalement fausse et fallacieuse. Il tente ainsi d'opposer la résistance à la non-violence. Mais il ignore, ou feint d'ignorer, qu'une résistance de cette espèce n'est pas seulement pleinement compatible avec l'action non-violente, mais qu'elle en constitue depuis toujours l'un de ses piliers fondamentaux.

Le tour de passe dont nous venons de parler lui sert aussi à trouver des éléments qui permettraient soi-disant de montrer que « la non-violence/pacifisme » serait même raciste. Le racisme serait même « inhérent à la position pacifiste ». Pourquoi ?

Gelderloos procède toujours de la même manière selon un schéma entièrement réducteur et essentialiste. Pour lui, la lutte non-violente est blanche et utilisée par les privilégié·e·s. Les luttes violentes sont faites

par les personnes de couleur¹, les démuni·e·s. Il est persuadé que « les activistes et pacifistes non-violents » manipulent systématiquement l'histoire des luttes de libération des personnes racialisées, que ce soit dans le combat anti-colonial en Inde ou les mouvements des droits civiques aux États-Unis. Cette manipulation se traduirait par une narration uniquement non-violente dans laquelle la perspective des personnes racialisées serait complètement déformée pour être adaptée à un récit historique blanc et de privilégiés. Ce qui, de toute façon pour Gelderloos, signifie la même chose que « pacifistes/non-violents ».

Pourtant l'état des sources qui permettrait d'étayer de telles allégations généralisatrices est extrêmement maigre, comme toujours. À ce propos, on lit le reproche selon lequel les activistes blancs imposeraient leurs tactiques non-violentes aux activistes de couleur. Tout cela est évidemment délicat, parce que Gelderloos fait ce qu'il reproche aux « non-violent·e·s » de faire. Il ne reconnaît pas l'autonomie d'activistes de couleur qui choisissent consciemment d'utiliser des tactiques non-violentes, et ils et elles sont nombreux·euses à le faire.

Il est possible que le ressenti et le vécu de Gelderloos lui fassent dire que la non-violence

1. L'auteur utilisant *People of colour*, en anglais, dans la version originale allemande de ce texte, les expressions « personnes de couleur » et « personnes racialisées » sont utilisées de manière interchangeable dans cette traduction.

est toujours blanche et faite par les privilégié·e·s. Mais il faut procéder de manière extrêmement sélective pour le prouver. Un rapide coup d'œil sur l'histoire permet facilement de réfuter le fait que les protestations non-violentes soient le fait de « Blancs ». Il nous suffit de citer les exemples du mouvement pour les droits civiques, si riches et foisonnants à partir des années cinquante aux États-Unis, jusqu'aux mouvements de protestations d'aujourd'hui comme le *Black Lives Matter*, la chute du régime du Shah en Iran, les mouvements dits *People Power* aux Philippines, la première Intifada en Palestine et tous les différents exemples du Printemps arabe, les manifestations de masse en Arménie en 2018, les protestations en Birmanie, la révolte des Ogoni au Nigéria, Mahmud Taha et les Frères républicains au Soudan, etc.¹.

1. À ce sujet, Gelderloos objecterait que ce ne furent pas des renversements de régime non-violents, parce que des formes de résistance violentes ont eu lieu aussi parallèlement aux actions non-violentes. Mais ce que Gelderloos ne voit pas, c'est que dans le domaine de la recherche sur la non-violence, il n'est pas déterminant qu'un mouvement de protestation soit non-violent à 100%. Les mouvements de protestation sont rarement linéaires et homogènes. La première chose à laquelle nous devons nous intéresser, c'est de savoir quelles formes d'action non-violente ont été utilisées, dans quel contexte, provenant de quelle partie de la population et avec quelles conséquences, etc. L'intérêt pour le côté non-violent ne disparaît pas dès que la première pierre vole ou que le premier coup est tiré par les activistes. Même après il y a encore des actions non-violentes, bien que d'autres parties de ces mouvements de résistance utilisent la violence – et même si dans de tels contextes les campagnes non-violentes peuvent devenir plus compliquées. Mais ce n'est pas parce

Même en ce qui concerne l'Amérique du Nord, ce n'est pas vrai puisque les Afro-Américains et les Autochtones ont utilisé dans leurs mouvements de protestation des méthodes de résistance non-violente. C'est d'ailleurs ainsi qu'ils et elles les ont nommées. De nombreuses protestations d'Autochtones aux États-Unis et au Canada¹, en particulier contre des projets d'infrastructure, le montrent clairement. Le plus connu et le plus récent est bien sûr le mouvement contre le *Dakota Access Pipeline*². Certes, il est vrai que des protestations armées autochtones ou noires ont existé. Parfois même, les deux existent en même temps.

La critique d'un tutorat blanc peut être faite selon deux perspectives. Si l'on reproche aux activistes blancs de vouloir réinterpréter et prendre en otage les luttes des personnes racialisées, comme le feraient selon Gelderloos les pacifistes et les non-violent-e-s, alors on peut

que la violence arrive que la non-violence disparaît immédiatement et cesse d'exister. Ainsi, il est usuel et légitime de mettre en lumière les aspects non-violents des renversements de régime et de faire des recherches sur eux quand bien même ils contiennent aussi des éléments violents.

1. Voir par exemple : <<https://earthfirstjournal.org/newswire/2018/02/06/tsleil-waututh-first-nation-calls-for-resistance--to-tranmountain-pipeline-/>>; <<https://www.seattletimes.com/seattle-news/environment/thousands-of-marchers-in-british-columbia-say-no-to-transmountain-pipeline/>>.

2. Voir à ce propos par exemple Molly Wallace, *Why Indigenous Civil Resistance has a Unique Power*, en ligne : <<https://wagingnonviolence.org/2017/07/indigenous-civil-resistance-dapl/>>.

reprocher exactement la même chose à n'importe quel·le activiste blanc·he qui reprend cette argumentation de Gelderloos. Eux et elles aussi analysent les luttes des personnes de couleur à partir d'une perspective blanche et les interprètent en fonction de leur direction idéologique, tout en insistant sur certains points forts et en utilisant cette interprétation selon leurs propres options politiques blanches. Ils et elles font donc exactement la même chose que ce dont Gelderloos accuse les activistes non-violent·e·s, mais sous d'autres présupposés idéologiques. Ils et elles évaluent et interprètent les luttes des personnes racialisées en fonction de leur préférence politique et à partir d'une perspective blanche.

Le reproche implicite derrière tout cela vise à dire que les « pacifistes blancs » sont aveugles face à la violence structurelle, à la soumission, à la discrimination et à l'exploitation. Mais ce reproche ne convainc pas non plus. Il suffit de voir avec quelle intensité sont discutés dans les cercles révolutionnaires non-violents les problèmes des rapports structurels de violence et d'intersectionnalité.

On lit d'ailleurs la même chose, pages 115 et 116, au sujet des thèmes comme le féminisme, l'antisexisme et le patriarcat :

Vis-à-vis du genre, comme de la couleur de peau, la non-violence constitue une posture de privilégié. Elle présume qu'au lieu de se défendre contre la violence, nous devrions souffrir patiemment jusqu'à ce que la société soit suffisamment mobilisée pour

s'y opposer pacifiquement (ou jusqu'à ce que nous puissions espérer « transformer » toute agression qui nous menace personnellement). La plupart des partisans de la non-violence la présenteront non seulement comme une pratique politique stricte, mais aussi comme une philosophie qui devrait pénétrer le corps social et déraciner la violence dans toutes ses manifestations. Mais les pacifistes ne semblent pas réaliser l'étendue de la violence du patriarcat. Après tout, durant les guerres, les révolutions sociales et dans la vie quotidienne, les femmes sont les premières victimes de la société patriarcale.

Gelderloos présuppose que supporter volontairement les effets de la violence fait partie d'une stratégie non-violente. Mais cela aussi est faux. Cela arrive parfois, mais sans constituer pour autant un élément des stratégies de résistance non-violente. Du côté de la révolution non-violente, ce genre de stratégies est souvent critiqué. Kurt Schock écrit à ce propos :

Supporter la souffrance n'est pas une partie essentielle de la résistance non-violente. Le point de vue selon lequel souffrir serait central dans la résistance non-violente provient d'une affirmation fallacieuse selon laquelle l'action non-violente est une résistance passive et selon laquelle l'action non-violente s'attend à produire un changement à travers la conversion du point de vue de l'agresseur. [...] La résistance non-violence est bien plus sophistiquée que ce qu'un préjugé répandu ne l'imagine généralement et qui présente les activistes

comme des personnes qui accepteraient de subir docilement des attaques physiques de la part des agents de l'oppression dans l'espoir que la souffrance qu'ils endurent finira par convertir l'adversaire ou par gagner la sympathie publique à sa cause¹.

Si l'on se rapporte à la conception de Gelderloos selon laquelle la non-violence serait patriarcale, il faut remarquer que ce sont précisément les courants féministes non-violents qui ont critiqué le fait de supporter passivement la violence. Leur argumentation consistait à dire que cette position, qui avait été souvent formulée par des hommes non-violents, ne faisait que « redoubler » leur expérience de la violence et de la soumission dans la mesure où les femmes vivent déjà dans des rapports de violence qui sont bien moins visibles structurellement dans le cadre de la domination patriarcale.

Tout cela n'existe pas chez Gelderloos. Il affirme simplement, en ignorant des discussions qui existent depuis des décennies dans les cercles révolutionnaires non-violents, que les « pacifistes » n'en parlent pas. Point final².

1. Kurt Schock, *Unarmed Insurrections...*, op. cit., p. 7.

2. En langue allemande, il y a eu des discussions intensives à ce sujet dans la FÖGA, *Föderation Gewaltfreier Aktionsgruppen* (Fédération des groupes d'action non-violents), tout comme aux États-Unis avec par exemple le Mouvement pour une société nouvelle. En 1983, une brochure a paru en Angleterre au sein du *War Resisters'International* (L'Internationale des résistants à la guerre). Intitulée *Piecing it Together. Feminism and Nonviolence*, elle était éditée par le *Feminism and Nonviolent Study Group*. On peut ajouter que les liens entre

On peut expliquer ces lignes de deux manières, mais aucune n'est flatteuse pour l'auteur : soit il ne connaît pas les débats et c'est pour lui une lacune énorme dans ses recherches sur ce thème, ou bien il les ignore volontairement et sa recherche n'est pas sérieuse.

Gelderloos va aussi loin que ce que l'on pouvait imaginer : il accuse les non-violent·e·s de refuser aux femmes le droit de se défendre contre les violeurs, parce que cela impliquerait de la violence. S'il m'est exceptionnellement permis de suivre la manière de procéder de Gelderloos et d'évoquer ma propre expérience, j'ajoute ici que je n'ai encore jamais rencontré d'activiste non-violent·e, quel que soit son genre, qui récuserait ce droit à une femme en s'appuyant sur la non-violence. Les membres du *Feminism and Nonviolence Study Group* (*Groupe d'études sur le féminisme et la non-violence*) insistent sur ce droit. La défense individuelle dans des situations extrêmes est tout autre chose que d'esquisser des stratégies politiques révolutionnaires et de résistance qui n'incluent pas de violence. Ce choix stratégique est fait, car c'est souvent un avantage tactique,

la non-violence radicale et les droits des femmes aux États-Unis ont existé très tôt. Ce fut le cas par exemple, dès 1838 lors de la fondation de la *New England Non-resistance Society* (Société de non-résistance de Nouvelle-Angleterre) : il est important de noter ce terme de « non-résistance » qui désigne ici une résistance au sens de désobéissance civile, refus et non-coopération cela ne signifie pas « non-résistance » au sens propre.

c'est plus inclusif, cela comporte potentiellement moins de dérives hiérarchiques, c'est en conformité avec les buts émancipateurs de l'action non-violente et si la non-violence est bien utilisée et créative, elle réussit aussi plus souvent.

La relation entre fins et moyens, un pilier de l'anarchisme

Gelderloos prétend écrire du point de vue anarchiste. Pourtant il fait mine de ne pas voir les traits qui relient la critique de la violence et la critique de la domination et il ne se donne pas la peine de les rechercher et de les formuler. Ses exposés sont à de nombreux égards insuffisants. Rien n'apparaît chez Gelderloos du potentiel de la non-violence radicale et de son influence sur la signification de l'anarchisme. Par conséquent, sous sa plume, la relation entre les moyens et les fins, c'est-à-dire la maxime selon laquelle les moyens qui sont utilisés dans la lutte ne doivent pas entrer en contradiction avec les buts que l'on vise, n'a plus aucun primat dans la pratique anarchiste. Il la repousse complètement ou rabaisse son importance pour l'anarchisme. Mais il suit une certaine logique ; bien qu'il fasse l'apologie de la violence, Gelderloos veut pourtant encore argumenter d'un point de vue anarchiste sur le sujet de la relation entre les moyens et les fins. Celle-ci doit être rendue illégitime, discréditée

ou dépréciée. Sinon, il serait empêtré dans des contradictions insolubles. D'après Gelderloos, les non-violent·e·s seraient « aveuglé·e·s » par leur conviction que les moyens déterminent les fins. Auparavant, il écrit pourtant qu'il « est porté à croire » que les moyens se reflètent dans les fins, c'est pourquoi il préfère parler de « partisans du militantisme révolutionnaire [sic!] ou conflictuel plutôt que de partisans de la violence [sic!] ». Pourtant, d'un point de vue historique, la relation moyens-fin a été un argument décisif des anarchistes contre les socialistes autoritaires et les marxistes (et ça le reste encore). Cette relation moyens-fin est aujourd'hui encore la contrepartie émancipatrice qui s'oppose à l'idée impitoyable selon laquelle « la fin justifie les moyens ». La relation entre les moyens et les fins, si centrale pour les anarchistes, est dégradée chez Gelderloos en une simple question rhétorique de terminologie, ou bien critiquée comme telle en tant qu'illusion ou « aveuglement ». Ainsi, malheureusement, nous ne pouvons pas être surpris de lire page 136 que, pour lui :

L'éventail des tactiques utilisables pour les activistes non-violents est plus restreint que celui des révolutionnaires [sic!]. En termes de tactiques, la non-violence n'est rien d'autre qu'une sévère limitation des possibilités d'action.

La logique de l'argumentation consiste à dire que c'est la quantité de possibilités d'actions qui est décisive. Mais pour savoir si une stratégie

de résistance est supérieure ou inférieure par rapport à une autre, ce problème de la quantité n'a aucune valeur et l'argumentation se détruit d'elle-même. Ce que Gelderloos ne voit pas en utilisant cet argument de la quantité des possibilités de résistance, c'est que, dans le cadre de l'anarchisme, si elle veut avoir un sens, n'importe quelle forme de résistance ne peut être utilisée. Si l'on prend l'exemple de quelqu'un qui appelle à la résistance au nom d'un système de domination stalinien, cette personne peut sans souci faire appel à « la somme totale des tactiques accessibles », ce n'est pas un problème.

Il est vrai que pour la résistance non-violente un bon nombre de moyens de luttés disparaissent. On doit par exemple laisser tomber les mutilations, la torture, les exécutions, les meurtres de masse, la guerre civile et la guérilla, les attentats, les attaques terroristes, les arrestations de masse, l'internement, l'expulsion et le travail forcé. Mais qui pourrait bien vouloir utiliser ces moyens dans le sens de l'anarchisme ? Jamais une guerre, l'autoritarisme, le totalitarisme, la répression et le génocide ne peuvent nous conduire à l'anarchisme !

Le fait que les anarchistes ne puissent pas utiliser toutes les formes possibles de lutte est précisément ce qui les différencie des révolutionnaires d'extrême droite, des monarchistes, des islamistes, des staliniens et des autres réactionnaires. Gelderloos ne nomme pas exactement ce qu'il inclut dans ses « autres options », et comme il laisse cela

ouvert, il n'exclut rien explicitement. Mais si l'on parvient à lire entre les lignes, on peut comprendre ce qu'il pense lorsqu'il réclame d'une façon qui peut apparaître complètement inoffensive « une diversité de tactiques ». Dans son livre, il appelle souvent « guerre » la lutte qu'il entend mener. Il considère que le conflit armé, la guerre, contre l'État est inévitable. Pour cela il faudrait d'abord « dépasser un conditionnement culturel » pour convaincre la population d'utiliser plus de « tactiques dangereuses et mortelles ». En même temps, Gelderloos veut pourtant « user de respect pour tuer » (pages 205 et 206) :

Ceux qui renoncent à leur humanité en intégrant les forces de l'ordre doivent être combattus par tous les moyens nécessaires, jusqu'à ce qu'ils ne soient plus en mesure d'empêcher l'émancipation des masses. Je souhaite que nous réussissions à bâtir, au cours de ce processus, une culture du respect de nos ennemis (de nombreuses cultures non occidentales ont montré qu'il est possible de respecter une personne ou un animal que vous devez tuer) [...].

Le respect de l'adversaire ne signifie pas pour Gelderloos éviter autant que possible de verser le sang, mais simplement *tuer de manière respectueuse* – quelle que soit la manière dont il puisse se représenter une telle chose. Tout devient donc clair : n'importe quoi peut convenir (« *anything goes* »). Gelderloos fait par la même occasion l'apologie des attentats

palestiniens tels que les attentats-suicides visant des cibles civiles israéliennes, car selon lui, cela aurait permis la survie des Palestiniens face à l'oppression israélienne¹. À partir de la « diversité des tactiques », nous sommes arrivés ici à un soutien aux attaques terroristes. Il est important de s'en souvenir lorsque des activistes de cette sorte encouragent à une « diversité des tactiques » dans la résistance. De toute évidence, dans certains cercles activistes la « diversité des tactiques » n'a pas de limites. Mais pour revenir encore une fois à la relation moyens-fin, page 199 Gelderloos écrit :

Par conséquent, pour véritablement triompher, une lutte de libération doit utiliser tous les moyens nécessaires à la construction d'un monde libéré de toute hiérarchie coercitive.

Il aspire donc à un monde libéré de la contrainte et des hiérarchies et il veut pour cela utiliser tous les moyens possibles compatibles avec ce but. C'est exactement la position des révolutionnaires anarchistes (et

1. Et naturellement, Gelderloos ne voit pas ici que la résistance palestinienne contre l'occupation israélienne est pleine d'exemples de résistance non-violente. Aussi, il pourrait sembler étonnant à Gelderloos que les Palestiniens maintiennent fermement leur volonté de conserver une tradition de la résistance non-violente, sans « influence blanche ». Les premières années de l'Intifada furent un cas exemplaire de résistance non-violente de masse, autodéterminée par la base. Mais c'est la militarisation toujours croissante des groupes palestiniens qui mit fin à cela et ce ne fut pas à cause de revers subis par la résistance non-violente.

pas seulement ceux qui défendent l'anarchisme non-violent !). Mais en ce qui concerne la relation moyens-fin, la réponse la plus simple consiste à dire que des moyens qui utilisent une violence coercitive, autoritaire, brutale ne sont pas compatibles avec une société libérée, solidaire et sans relation de domination. Il convient donc autant que possible d'éviter d'utiliser ce genre de moyens violents. En ce qui concerne la question de l'État, aucun anarchiste n'a d'ailleurs contesté cette logique. En effet, celui ou celle qui veut une société libre, égalitaire et sans domination, veut une société qui peut s'autodéterminer sans tutelle étatique et sans oppression. Les anarchistes ne peuvent pas s'organiser de façon centralisée, selon la logique de partis ou de façon hiérarchique. Selon Gelderloos, ce principe, qui possède une valeur absolue concernant la question de l'État et de l'organisation, est soudain totalement caduc en ce qui concerne la question de la violence. Il s'engage à mettre en œuvre les formes de combat les plus répressives, réactionnaires et violentes afin d'obtenir la forme d'organisation sociale la plus libre, égalitaire, solidaire et juste. Ignorer cette contradiction demande certainement beaucoup d'effort.

« Plus il y a de violence, moins il y a de révolution »

Mais à quoi ressemblerait une lutte de libération selon Gelderloos ? Apparemment, sa « diversité des tactiques » inclut aussi la lutte armée et le terrorisme. Mais il est clair que des victoires acquises de façon militaire doivent aussi être défendues militairement – quel serait alors le scénario post-révolutionnaire de la guerre civile ? Pensons à la Syrie ou à la Libye. Dans la Libye actuelle, où le dictateur qui avait le pouvoir depuis longtemps a été renversé par une révolution militaire en 2011, on assiste à un ordre post-révolutionnaire qui renvoie une image de guerre entre différentes milices dans tout le pays afin d’obtenir le pouvoir – sans espoir d’amélioration.

On voit la même chose en Syrie où la militarisation d’une révolte de masse, qui avait d’abord été non-violente et portée par des civil·e·s, l’a transformée en l’une des guerres civiles les plus sanglantes de l’histoire récente – et en l’occurrence en une guerre par procuration¹. Et même les combattant·e·s kurdes qui sont réellement progressistes du nord de la Syrie doivent, en attendant, entrer dans des alliances avec l’armée et les milices du

1. En ce qui concerne les aspects non-violents de la première phase de la résistance en Syrie, voir Collectif, *Non-violence dans la révolution syrienne. Textes présentés par Guillaume Gamblin et Pierre Sommermeyer*, Saint-Georges-d’Oléron-Lyon, Les Éditions Libertaires et Éditions Silence!, 2017.

régime dictatorial d'Assad tout comme elles doivent recevoir les livraisons d'armes de l'armée étatsunienne ou de l'OTAN – tout cela au nom de la nécessité militaire dans une révolution militarisée.

À moins que Gelderloos ne songe à la longue histoire des échecs des groupes de guérillas urbaines qui agissent dans l'ombre comme la RAF marxiste-léniniste (aidée par la RDA après leur défaite) ? Quand on considère tout cela, il peut paraître étonnant que Gelderloos rejette avec autant de passion toute perspective révolutionnaire non-violente dans le but de promouvoir la lutte armée parmi les anarchistes et les révolutionnaires antiautoritaires sous le couvert de la « diversité des tactiques ».

Si la relation entre les fins et les moyens a sa raison d'être – ce qui est prouvé par l'histoire, mais aussi par des études contemporaines¹ –, alors les sociétés révolutionnaires seront d'autant moins répressives, réactionnaires et violentes que le processus révolutionnaire aura lui-même moins utilisé la violence. Si le passage d'une révolution militaire vers une société libérale démocratique est peu probable, comment penser que cela pourrait être possible

1. Voir Erica Chenoweth et Maria J. Stephan, *Why Civil Resistance Works. The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*, New York, Columbia University Press, 2011. Bien que, dans cette étude, le but politique visé pour la société soit la démocratie représentative et l'État de droit, les connaissances apportées par Chenoweth et Stephan sont d'un très grand intérêt aussi pour les activistes dont le but est une société non-étatique, socialiste antiautoritaire et anarchiste.

pour une société anarchiste alors que celle-ci exige une réorganisation sociale beaucoup plus profonde que les démocraties libérales ? Bart de Ligt avait raison lorsqu'il disait : « Plus il y a de violence, moins il y a de révolution ¹. » Et cela est particulièrement vrai par rapport à la perspective anarchiste, antiautoritaire et révolutionnaire.

Mais considérons les exemples les plus connus de la révolution militaire anarchiste. Gelderloos fait l'éloge de l'Ukraine de Makhno et de la CNT-FAI de la guerre civile espagnole. Même parmi les anarchistes, on justifie ici l'utilisation de la violence comme une nécessité inévitable à cause de la situation révolutionnaire-militaire. L'armée de Makhno a établi dans de nombreuses parties de l'Ukraine une domination pleine de terreur et il n'y a là rien à enjoliver. Makhno lui-même a participé à bon nombre d'exécutions de rivaux et de dissident-e-s aussi bien, selon Voline, qu'à des viols ².

Dans les rangs de la CNT-FAI, et plus précisément de l'organisation libertaire de

1. Bart de Ligt, *The Conquest of Violence. An Essay on War and Revolution*, Londres, Pluto Press, 1989 (première édition 1937), p. 162.

2. Voir N. O. Fear, « Machnos Gewalt und die Kritik von Anna Saksaganskaya. Russischer Anarchismus und die Revolution 1917 », dans *Graswurzelrevolution*, n° 426, février 2018. <<https://www.graswurzel.net/gwr/2018/02/machnos-gewalt-und-die-kritik-von-anna-saksaganskaja/>> [N. O. Fear dans cet article fait référence au livre de Felix Schnell, *Räume des Schreckens: Gewalt und Gruppenmilitanz in der Ukraine 1905-1933*, Hambourg, Hamburger Edition, 2012. Felix Schnell a eu accès à des archives inédites sur Makhno. Note de l'éditeur.]

la jeunesse *Federacion Ibérica de Juventudes Libertarias*, on n'a pas uniquement exécuté en masse des membres du clergé et des partisans de Franco, mais les homosexuels aussi ont été les objets de cette persécution par des milices anarchistes. On considérait qu'ils s'opposaient aux « lois naturelles¹ ». Une misogynie et un antiféminisme sévère sévissaient dans les rangs des combattants espagnols et c'est là un thème à part entière. Même les parties de la CNT qui prônaient formellement l'égalité des femmes ont rarement mis en pratique ce principe². La CNT a établi des camps de travail forcé et elle exigeait une discipline de travail stricte dans les entreprises « propres » et autogérées, ce qui les distinguait à peine du mode de direction capitaliste. Là encore, on renvoyait à la nécessité liée au contexte de guerre civile pour justifier de telles mesures³. Nous, anarchistes,

1. Voir George Woodcock, *Anarchism. A history of Libertarian Ideas and Movements*. North York-Ontario, University of Toronto Press, 2009 (première édition 1962), p. 326. George Woodcock indique par contre que ces exactions étaient principalement commises par quelques « jeunes fanatiques têtes-brûlées appartenant à l'organisation de jeunesse libertaire ».

2. Martha A. Ackelsberger, *Free Women of Spain. Anarchism and the Struggle for the Emancipation of Women*, Oakland-Edinburgh, AK Press, 2004, p. 46 [une traduction française de ce livre existe sous le titre *la Vie sera mille fois plus belle - Les Mujeres Libres, les anarchistes espagnols et l'émancipation des femmes*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2010]; voir aussi Martin Baxmeyer, *Amparo Poch y Gascon. Biographie und Erzählungen aus der spanischen Revolution*, Heidelberg, Verlag Graswurzelrevolution 2018, p. 33-48.

3. Voir Michael Seidman, *Gegen die Arbeit. Über die Arbeiterkämpfe in Barcelona und Paris 1936*, Nettersheim,

devrions aussi être capables de réfléchir de façon critique à notre propre histoire.

Quelque chose mérite d'être souligné : la personne qui justifie la violence au nom de l'anarchisme tout en rejetant des points centraux de la théorie et de la pratique anarchiste, comme la relation entre les moyens et les fins, dans le but de ne pas entrer dans les contradictions menant à de l'autoréfutation, transforme l'anarchisme en une coquille vide devenue inutile.

Malatesta et Ramus pour conclure

En conclusion, bien que nous soyons intéressés par les débats actuels, il est intéressant de se tourner vers les richesses de l'histoire anarchiste. Il ne faut pas répéter les anciennes erreurs. Des expériences ont été déjà faites et peuvent nous aider aujourd'hui – il faut simplement les connaître. Nous pouvons par exemple conserver en mémoire l'avertissement soucieux qu'Errico Malatesta a adressé aux apologistes de la violence, bien que lui-même n'ait pas été un anarchiste non-violent et qu'il ait même soutenu, dans certains cas, la lutte armée !

Verlag Graswurzelrevolution, 2010, p. 158-191 ; version française : Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les fronts populaires*, Marseille, Éditions Senonevero, 2010, notamment les pages 117-120 sur les camps de travail sous Garcia Oliver, à la fin 1936.

Nous courons tous le même danger [...]. Ce danger consiste à être corrompus par l'utilisation de la violence, à mépriser les hommes et à devenir des persécuteurs cruels et fanatiques.

Lui, qui avait une attitude ambivalente face à la question de la non-violence, s'est toujours distingué par une réflexion critique dans l'utilisation de la violence dans la résistance. Il nous pose avec conviction une question essentielle : « Que vont devenir les idées anarchistes ? Et que seraient les résultats de la révolution ¹ ? »

Une question qui, si nous regardons l'histoire, a déjà trouvé sa réponse à nombreuses reprises et de manière claire comme chez Pierre Ramus :

Nous, les anarchistes, sommes les seuls qui, contrairement à tous les autres, pouvons dire à bon droit : les révolutions du passé se sont distinguées par la violence, [...] la révolution sociale de l'avenir se distinguera par sa non-violence ². ■

*Traduit de l'allemand par Sylvie Ranc-Puech,
corrections par Guillaume Gamblin,
Sylvie Knoerr-Saulière, N.O. Fear et Vanessa GV.*

1. Errico Malatesta, « Violence as a Social Factor » dans Robert Graham (éd), *Anarchism : A Documentary History of Libertarian ideas. Volume One. From Anarchy to Anarchism (300 CE to 1939)*, Montréal-New York-Londres, Black Rose Books, 2005, p. 160-163.

2. Pierre Ramus, « Unsere Revolution » dans *Wohlstand für Alle* (Bien-être pour tous), quatrième année, n° 6, 22, mars 1911. Pas d'indication de page.

Qui a peur de Gandhi ?

N. O. Fear

**Réfutation
de quelques contre-vérités
issues du chapitre
« La non-violence est inefficace »**

Aux pages 46 et 47 de son livre, Gelderloos écrit :

L'histoire de la lutte de l'Inde selon les pacifistes ne permet pas de comprendre pourquoi Subhas Chandra Bose, un célèbre indépendantiste indien, qui prônait la lutte armée, a été élu deux fois président du Congrès national indien, en 1938 et 1939.

Une falsification historique

Tout dans cette phrase est faux : en 1938 et 1939, Subhas Chandra Bose est élu comme

président parce qu'il a renoncé à la lutte armée immédiate et s'est aligné sur la manière dont le Congrès national concevait la lutte non-violente et la désobéissance depuis 1920. À cette époque, il pensait que l'Inde indépendante devrait avoir une armée comme tout État-nation, alors que Gandhi était contre une armée en Inde après l'indépendance. Mais, surtout, Bose pouvait devenir président parce que Gandhi n'était plus membre du Congrès. En 1934, il avait quitté officiellement ce parti pour réaliser sa conception d'une société s'appuyant sur les villages et les conseils de village et des communautés alternatives. Cette conception n'a rien à voir avec une vision étatique d'un pays. Gandhi fut anarchiste, ce qui est reconnu par les historiens anarchistes Georges Woodcock et Peter Marshall, et ce que refuse catégoriquement Gelderloos. Le Congrès a, malgré cela, toujours fait appel à Gandhi pour des campagnes d'action directe et de masse, comme plus tard dans le mouvement de masse décisif contre les Britanniques en 1942, la campagne *Quit India*. Et, bien sûr, Gandhi avait ses ami·e·s au sein du Congrès, mais lui-même ne pouvait plus être élu comme président. Cependant, Gelderloos ne dit pas un mot sur tout cela. Bose, pour sa part, était le *leader* de l'aile socialiste du Congrès, mais aussi plus nationaliste et beaucoup plus militariste que Gandhi. Déjà dans les années trente, en tant que militariste, il exprimait sa sympathie pour Mussolini, et la combinaison de socialisme et nationalisme chez Bose a toujours

penché vers une sorte de national-socialisme dans le pire sens du terme.

Gelderloos choisit mal ses amis

Dès que la Seconde Guerre mondiale éclate en 1939, et dès 1940 à l'occasion de la guerre aérienne des nazis contre l'Angleterre, Bose pousse pour une campagne de masse anticoloniale sous le slogan : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami », donc les nazis sont déclarés des amis de circonstance. Et c'est vrai : Gandhi, Nehru et les autres courants du Congrès ont pris conscience que la lutte antifasciste au niveau mondial était nécessaire et ils ont refusé que Bose ne déclenche une campagne anticoloniale exactement au moment où les nazis attaquaient l'Angleterre. C'était très sage, et d'une certaine manière non-nationaliste et altruiste. On doit chercher longtemps dans l'histoire si l'on veut retrouver une telle attitude. Quand la guerre aérienne des nazis se révéla être un échec, Gandhi et Nehru ont alors, dès 1942, mené la campagne *Quit India*. Bose était devenu minoritaire dès 1940, alors qu'il voulait d'emblée fonder une armée de libération. Mais il ne pourrait le faire en Inde. Grâce au pacte germano-soviétique Hitler-Staline, il fuit d'abord à Moscou et de Moscou à Berlin où Hitler avait interné des soldats indiens au service des Britanniques capturés lors des batailles d'Afrique du Nord. Avec ces soldats, Bose voulait mener la guerre contre

les Britanniques en Inde. Bose resta à Berlin et, après la rupture du pacte germano-soviétique, il poussa Hitler à accélérer sa guerre au sud de l'Union soviétique vers Stalingrad et au-delà, donc à intervenir militairement au nord-ouest de l'Inde. Avec son armée, l'Indian National Army (INA), il comptait envahir l'Inde à la suite des nazis. La défaite de ces derniers à Stalingrad a rendu impossible son projet. Les soldats indiens de Bose ont d'ailleurs été stationnés ensuite sur la ligne Siegfried en France pour combattre les Britanniques contre le débarquement de 1944. Bose, lui, fut envoyé dans un sous-marin de Hitler chez les Japonais fascistes, stationnés à cette époque-là, entre autres, en Birmanie, non loin de l'Inde. Là aussi, marionnette du fascisme japonais, Bose forma une armée avec des soldats indiens qui étaient au service des Britanniques, après avoir été capturés par les Japonais. Bose tenta avec l'aide de l'armée japonaise d'envahir l'Inde du côté nord-est, venant de la Birmanie.

Tout cela Gelderloos le cache à ses lecteur·trice·s. L'armée de Bose, l'INA, ne fut à aucun moment indépendante, et lui fut toujours un fantoche : d'abord des nazis, puis du fascisme japonais. D'ailleurs, toutes les tentatives d'invasion de l'Inde par Bose et l'INA furent des échecs. Et ses efforts ne purent jamais rivaliser avec les trois vagues de campagne de masse de Gandhi en 1921, 1930 et 1942, indépendantes de tous les autres pouvoirs et vraiment efficaces sur une durée de trente ans. Gelderloos nous présente là une falsification

importante de l'histoire. Il compte par là sur la méconnaissance de l'histoire mondiale des lecteur·trice·s aux États-Unis. Sa tentation de vouloir en finir avec le mouvement de Gandhi, en trois pages et demie, ne peut s'expliquer que par une sorte de sentiment d'omnipotence. Sa méthode : utiliser un langage agressif pour cacher la faiblesse criante de ses arguments.

D'un côté, Gelderloos admire Bose et sa lutte armée – finalement vouée à l'échec. Les autres rivaux de Gandhi qu'il cite, Chandrasekar Azad et Bhagat Singh, partisans de la lutte armée, furent d'envergure plus régionale que Bose, et actifs durant seulement une courte phase de militantisme dans les années vingt. Par ailleurs, et cela est décisif pour comprendre la spécificité de l'anarchisme non-violent (et non pacifiste !), Gelderloos prend Bose comme exemple malgré sa collaboration éthiquement infamante avec les nazis et les fascistes japonais. Il ne l'évoque même pas.

Une éthique révolutionnaire

Pour vraiment évaluer cette faute majeure concernant la révolution émancipatrice, il faut un autre critère que celui de l'efficacité mis en avant par Gelderloos. Il manque un contenu prôné par l'anarchisme non-violent, mais non par Gelderloos : une éthique révolutionnaire. Laquelle a au moins la même valeur que le seul critère de l'efficacité. Si Bose avait pu libérer l'Inde avec son armée, il serait néanmoins

toujours resté la marionnette des Japonais puisque ceux-ci lui avaient fourni les armes et l'infrastructure ainsi que d'autres troupes. C'est donc surtout une question d'éthique révolutionnaire. Or, Gelderloos ne pose à aucun moment la question de savoir s'il faut rejeter ces tentatives de lutte armée qui signent la dépendance par rapport aux armées fascistes. Une libération de l'Inde dépendante des nazis et du fascisme japonais aurait été la pire vision qu'on puisse imaginer, au contraire de l'indépendance politique, certes incomplète, qui a été réalisée par le mouvement de masse non-violent mené par Gandhi et excessivement fustigé par Gelderloos.

Une forme de contrainte non armée

Page 46, Gelderloos évoque la lutte armée en Palestine de 1945 à 1948. Il dit :

Les luttes armées des militants arabes et juifs en Palestine, de 1945 à 1948, affaiblirent encore l'Empire britannique, et risquaient d'inciter les Indiens à suivre cet exemple, c'est-à-dire à prendre les armes et à abandonner la simple désobéissance civile. Ces facteurs ne peuvent être ignorés. *Il est tout à fait probable*¹ qu'ils aient influencé la décision des Britanniques d'abandonner leur administration coloniale.

1. Souligné par nous.

Son affirmation spéculative (« tout à fait probable ») en dit long sur les connaissances historiques de Gelderloos. Les militants arabes et juifs en Palestine vont bientôt tourner les armes les uns contre les autres et entrer dans une guerre civile horrible qui ne cesse de continuer jusqu'à nos jours sans issue visible. C'est cette culture de violence dont Gelderloos ne veut rien savoir ni la regarder en face.

Il fait là un lien arbitraire entre deux régions du monde très différentes : la petite colonie de la Palestine fut insignifiante comparée à l'Inde, la colonie la plus importante de l'Empire, le joyau du colonialisme britannique. La stratégie de Churchill pendant la Seconde Guerre mondiale montre bien qu'il s'agissait de mener la guerre essentiellement pour récupérer les colonies. Celles-ci ne pouvaient pas être abandonnées au moment de la victoire. Les Britanniques ne risquaient pas d'avoir peur de la lutte armée après avoir vaincu militairement durant cinq ans dans différents pays du monde.

Pour quelle véritable raison les Britanniques ont-ils quitté l'Inde ? Il s'agit d'une forme de force jamais prise en considération par Gelderloos qui pense que seules les armes sont une contrainte. Et c'est la contrainte économique ! Les grandes campagnes de masse non-violentes des Indiens, la grève et le boycott de l'importation des marchandises venant de la Grande-Bretagne ont décidé du sort de l'Inde. Le colonialisme britannique s'appuyait sur l'exploitation des ressources premières de

l'Inde et du transfert de ces matières premières par voie maritime. Pour être rentable, les navires furent chargés de produits manufacturés venant de l'Angleterre, notamment de l'industrie textile de Manchester et d'autres villes industrialisées. Le boycott en masse des Indiens, le fait d'avoir brûlé les vêtements importés, remplacés par la fabrication autochtone, tout cela a brisé cette dépendance économique et rendu le commerce colonial de l'Angleterre vers l'Inde non rentable.

Lorsque Gandhi se rendit en Angleterre en 1931 pour les premières négociations sur l'indépendance – la Round Table Conference –, il avait pris soin de visiter les quartiers ouvriers de Manchester pour expliquer les buts du boycott indien et avait noué des contacts. Ainsi, et par d'autres rencontres, les non-violents de l'Inde ont créé une sympathie pour leur cause et leur manière de lutter parmi la classe ouvrière anglaise. Cette sympathie fut le déclenchement du mouvement antiraciste et anticolonialiste en Angleterre en soutien à la cause des Indiens. Grâce à cette disposition, le mouvement ouvrier a fait pression sur le parti Labour qui a gagné les premières élections d'après-guerre contre Churchill. Ce fut Attlee, le nouveau Premier ministre Labour, qui, poussé par cette pression de la classe ouvrière, a ouvert la voie vers l'indépendance de l'Inde en 1945, finalement aboutie en 1947.

Voilà la contrainte exercée par le mouvement anticolonial de Gandhi, et non ce qui s'est passé dans la toute petite Palestine ! Gelderloos

n'a en fait pas d'autre argument qu'un « tout à fait probable ».

Gelderloos n'évoque jamais une stratégie permettant de destituer les grandes puissances mondiales en forgeant des liens et des alliances au sein même des pouvoirs impérialistes. À l'époque, les Britanniques régnaient sur le monde. Leurs colonies, notamment l'Inde immense, pénétrée économiquement depuis deux cents ans, leur valait d'être encore, en 1940, la première puissance mondiale. Seule la perte de l'Inde a renversé les choses en faveur des États-Unis.

Gandhi a tenu compte de ses erreurs

Page 47, Gelderloos dénonce le fait que Gandhi ait arrêté un mouvement de masse en 1922 à la suite d'émeutes :

En 1922, après avoir « appelé à ce que le mouvement cesse », à la suite d'émeutes¹, sa popularité chuta tellement que « pas la moindre opposition ne se fit entendre lors de son arrestation ».

1. En vérité après une attaque incendiaire de la station de police à Chauri Chaura, le 5 février 1922, dans laquelle meurent 3 personnes civiles et 22 policiers indiens, d'une brutalité extraordinaire où des victimes fuyant les flammes y furent rejetées par la foule.

À ce moment-là, en 1922, le mouvement de masse, commencé en 1920, avec son apogée en 1921, s'était déjà essoufflé. Gandhi a donc alors cherché quelque chose pour cacher son échec. Je suis d'accord pour dire que c'était une erreur. Gandhi pouvait critiquer la violence de l'émeute au lieu d'arrêter le mouvement entier. Pourtant, l'émeute de Chauri Chaura et quelques autres en 1922 ne furent en aucun cas décisives dans la lutte contre le colonialisme. Toute sorte de résistance étant alors vouée à l'échec. La propagande par le fait des terroristes-anarchistes indiens, dont Bhagat Singh fut le dernier, était tout aussi vaine. Gandhi reçut bien des critiques à ce sujet et, y ayant réfléchi, a changé d'avis, ce qu'omet de dire Gelderloos : en 1930, pendant la campagne de masse de la Marche du Sel, et en 1942 pendant la campagne *Quit India*, il n'a plus jamais arrêté un mouvement de masse à cause d'émeutes occasionnelles. Celles-ci furent assez rares en 1930 et plus nombreuses en 1942. Mais cela ne touchait en aucun cas au caractère prédominant de désobéissance civile et de non-violence de ces campagnes de masse. Gandhi a donc alors tenu compte des critiques de 1922, ce que ne veut pas admettre Gelderloos.

Au sujet de l'Inde et du Viêtnam indépendants

Toujours page 47, Gelderloos affirme que l'Inde après l'indépendance restait dépendante des Britanniques et de l'Ouest dans la Guerre froide :

Le mouvement de libération de l'Inde a échoué. Les Britanniques n'ont pas été forcés de quitter le pays. En réalité, leur domination coloniale s'est simplement transformée en une domination néocoloniale. [...] Les Britanniques [...] attisèrent les flammes du séparatisme religieux et ethnique¹ afin que les Indiens se disputent entre eux², qu'ils ne connaissent ni la paix ni la prospérité, et qu'ils restent dépendants de l'aide militaire et des divers soutiens des États euroaméricains.

À nouveau, on peut dire que tout est faux dans ces affirmations, qu'on peut d'ailleurs lire comme une accusation générale contre Gandhi et la lutte non-violente. Tous les historiens sérieux pourraient dire à Gelderloos qu'en 1947 l'Inde était politiquement indépendante. C'est l'Union soviétique et non les puissances occidentales, dont les Britanniques, qui a soutenu l'Inde indépendante pendant

1. Serait-ce alors la faute de Gandhi, tout comme les essais nucléaires de la France dans le désert algérien dans les années soixante seraient la faute de la lutte armée du FLN ?!

2. Tout comme le firent les Algériens dans les années quatre-vingt-dix, dites années noires.

la période de la Guerre froide. À cette même époque, le Pakistan fut équipé d'armes euro-américaines comme contre-pouvoir vis-à-vis de l'Inde. L'Inde fut indépendante, au même degré que l'Algérie, la Yougoslavie et l'Indonésie, toutes les trois indépendantes par la lutte armée. L'Inde fut également au premier plan du mouvement des pays non-alignés dans la Guerre froide, se situant en dehors des blocs militaires de l'OTAN et du pacte de Varsovie !

Il est vrai que l'Inde est restée un pays d'une grande pauvreté et très grande misère, où l'exploitation de la majeure partie de la population est structurelle. Mais cela, tout comme les pays libérés par les armes en Afrique, ou encore dans la Chine d'aujourd'hui, hypercapitaliste, même après une lutte armée marxiste de trente ans pour l'indépendance. Selon les estimations, il y aurait eu 44 à 72 millions de morts entre 1927 et 1949 en Chine, beaucoup plus de morts que dans les émeutes hindous-musulmans qui eurent lieu pendant la partition de l'Inde et du Pakistan en 1946 et 1947. Sans même parler de la Corée du Nord, également libérée par les armes avec des famines récurrentes.

Encore un mot sur l'exploitation et la pauvreté dans l'Inde indépendante qu'évoque Gelderloos et dont Gandhi serait responsable. En évoquant cet argument, je me réfère aussi aux pages de Gelderloos sur la guerre du Vietnam (pages 52 à 54) et particulièrement la page 52 :

Que ce soit bien clair : le gouvernement étatsunien n'a pas été contraint de se retirer par les manifestations pacifistes ; il a été défait politiquement et militairement.

Gelderloos souligne que la bataille anti-coloniale fut principalement gagnée par la lutte armée du Vietcong, menée par Hô Chi Minh. À un moindre degré, selon Gelderloos, la victoire serait due à des attaques physiques sur leurs propres officiers par des soldats de l'armée étatsunienne (évalué à 3 %), enfin par les émeutes et sabotages aux États-Unis mêmes – mais en aucun cas, *dixit* Gelderloos, par le mouvement de masse antiguerre.

Tout cela est erroné à mon avis et je pourrais le développer. Mais j'en resterai ici sur l'argument phare, la guerre du Viêtnam gagnée par le Vietcong. Je tiens à souligner que Gelderloos évoque l'état économique et structurel de l'Inde indépendante avec pour but de désavouer le fait que le mouvement de Gandhi ait mené à l'indépendance. Il évoque aussi le lien direct entre mouvement et régime postcolonial en Inde. Mais il ne fait pas du tout de même pour le Viêtnam. Pas question pour Gelderloos de s'interroger dans ces termes : qu'est-ce que le Viêtnam est devenu, gouverné par Hô Chi Minh, chef d'État du Viêtnam après avoir gagné la lutte armée ? C'est là, l'astuce malhonnête ! Hô Chi Minh, meneur de guérillas et puis chef d'État a eu trois problèmes qui en disent long sur l'échec de la lutte armée au Viêtnam. Les historiens ont créé pour cela l'expression

« la victoire au sein de la défaite pour l'armée américaine ».

Premier problème : la dynamique brutale d'une guerre aussi longue, d'abord contre le colonialisme français, puis contre le colonialisme étatsunien – chose décisive que Gelderloos ne prend jamais en compte – a eu pour conséquence un régime répressif inouï sous Hô Chi Minh, déjà pendant la phase anticolonialiste, puis après l'indépendance vietnamienne. En témoigne le massacre à l'intérieur du Viêtnam du Nord contre le mouvement ouvrier, plutôt trotskiste, puisque Hô Chi Minh s'orientait déjà pendant la guerre vers des liens forts avec l'Union soviétique et Staline¹.

Deuxième problème : le stalinisme fort du Viêtnam indépendant ne fut jamais aussi indépendant que l'Inde dans le mouvement non-aligné, puisque le Viêtnam se rallie dans la Guerre froide directement à l'Union soviétique, ce qui lui valut d'ailleurs une guerre contre la Chine après la scission entre la Chine et l'URSS².

Troisième problème qui découle des deux premiers : les Boat People de 1980, la grande fuite en masse en mer des Vietnamiens, qui ne supportaient plus le régime de Hô Chi Minh, peuvent bien être considérés comme

1. À ce sujet, voir le livre de Ngo Van, *Viêtnam : 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Montreuil, Éditions L'Insomniaque, 1999.

2. Sur cette répression de Hô Chi Minh contre le plus grand mouvement trotskiste en Asie, voir le livre de Ngo Van, *ibid.*

précurseurs des Boat People de nos jours : des populations pauvres ou bien victimes des régimes autoritaires en Afrique ou des guerres impérialistes qui fuient par la Méditerranée vers l'Europe. Ces Boat People vietnamiens de 1980 peuvent également être mis en relation avec l'échec du régime militaire de Chavez-Maduro au Venezuela, puisqu'en 2018 et 2019 plus de 2,3 millions de personnes fuient du Venezuela vers la Colombie capitaliste ! C'est la faillite d'un régime stalinien comme celui de Hô Chi Minh que Gelderloos ne veut évoquer à aucun prix, mais qui doit être rappelé quand on parle du soi-disant échec de la lutte anticoloniale en Inde. Il faut quand même faire des comparaisons. Les Boat People de 1980 au Viêtnam ont même guéri Sartre et de Beauvoir de leur adhésion au marxisme autoritaire.

L'anarchisme de Gandhi

En comparant le régime vietnamien d'Hô Chi Minh et l'Inde de Gandhi, on doit surtout prendre en considération le fait que Gandhi ne fut jamais au pouvoir en Inde, dont le premier chef d'État fut Jawaharlal Nehru, un social-démocrate classique.

Comme je l'ai dit plus haut, Gandhi ne fut plus membre du parti du Congrès dès 1934. Il se concentra sur son mouvement Sarvodaya et sur ses communautés, qu'il voulait exemplaires. Peu de temps avant l'indépendance, il y eut un conflit entre Nehru et Gandhi, qui

avaient lutté ensemble dans certaines phases du mouvement, mais de moins en moins à la fin. Gandhi n'a jamais été d'accord avec la conception du progrès par l'industrialisation que Nehru prônait et qui se faisait aux dépens des villageois·e·s indien·ne·s. Et la rupture entre Gandhi et Nehru fut précisément centrée sur cette question. De fait, Gandhi n'a jamais eu l'intention de prendre le pouvoir après l'indépendance, il n'a jamais prétendu à aucune fonction de ministre ni de chef d'État. C'est à la fois conséquent et logique pour un anarchiste, ce que Gelderloos nie constamment. Gelderloos brandit l'Inde indépendante comme si Gandhi en était le chef d'État. Ce qui est faux. Le mouvement gandhien de l'après-indépendance fut tout de suite en opposition au gouvernement indien !

Par ailleurs, des historiens beaucoup plus sérieux que Gelderloos disent qu'à l'issue du mouvement anticolonial de l'Inde, il existait une indécision quant à savoir quelle vision économique pourrait se réaliser dans l'Inde indépendante. Toutes les possibilités de construire une économie émancipatrice et socialiste étaient encore admises et la discussion ouverte, selon l'historien Bipan Chandra¹. La vision anarchiste de Gandhi et de ses successeurs est confirmée par ailleurs par l'historienne indienne de l'anarchisme au sein des

1. Bipan Chandra, *India's Struggle for Independence*, New York, Viking Publishers, 1988.

mouvements anticoloniaux, Maja Ramnath ¹. Elle montre bien qu'on ne peut pas, comme le fait Gelderloos, mettre sur le dos de Gandhi toute la misère de l'Inde indépendante, tandis qu'à mon avis, Hô Chi Minh en tant que chef d'État est bien sûr responsable et coupable de la structure stalinienne et de la misère du Viêtnam indépendant (s'ajoutant aux répercussions de l'agent orange et des bombardements étatsuniens) qui ont mené aux Boat People.

Birmingham 1963 : quand Gelderloos invente une émeute pour servir sa vision de l'Histoire

Concernant les luttes et l'efficacité des Noirs américains du Sud pour obtenir les deux lois décisives pour les droits civiques, de 1964 pour l'abolition de la ségrégation et 1965 pour l'affranchissement des électeurs noirs, Gelderloos avance de façon erronée une soi-disant loi de Kennedy de 1963 qui ne fut en réalité qu'une proposition sans obligations. Les lois concrètes furent signées en 1964 et 1965 par Lyndon B. Johnson, le successeur de Kennedy, qui n'a été obligé par rien.

1. Maja Ramnath, *Decolonizing Anarchism. An Authoritarian History of India's Liberation Struggle*, Chico (Ca), AK Press, 2011, notamment p. 171 et suivantes.

Gelderloos avance, page 51, de façon erronée, une soi-disant émeute décisive qui aurait eu lieu le 7 mai 1963, à Birmingham. Elle aurait provoqué tout le recul de l'État vis-à-vis de la ségrégation :

Soudain, le 7 mai 1963, à Birmingham, trois mille Noirs, las de subir les violences policières, commencèrent à riposter en ciblant la police de pierres et de bouteilles. Deux jours après, la ville de Birmingham – qui demeurait jusque-là un bastion de la ségrégation – accepta de faire cesser la ségrégation dans les magasins du centre-ville, et le président Kennedy appuya cet accord par des garanties fédérales.

Toujours page 51, il évoque le même effet déclencheur par une émeute ultérieure, également à Birmingham, le 10 mai 1963, d'une envergure plus vaste même que celle du 7 mai. Elle aurait provoqué le Civil Rights Act au niveau national, au Congrès, souhaité par Kennedy, pourtant cette fois, selon Gelderloos, seulement « un mois et un jour plus tard ».

Dans la campagne de masse non-violente, la ville de Birmingham, en 1963, est l'une des plus importantes.

Problème : le 7 mai, il n'y a pas eu la moindre émeute. Aucun historien n'en parle ou n'en fait le récit parmi les Noirs effectuant des recherches sur leur histoire¹.

1. Voir <<http://www.blackpast.org/aah/birmingham-campaign-1963>>.

Gelderloos parle d'emblée d'un « échec lamentable » dans les villes d'Albany et Birmingham. En fait, depuis le début du mois d'avril jusqu'au 10 mai à Birmingham, la campagne de masse non-violente de King fut une lutte efficace et une réussite pour le mouvement. Les actions non-violentes furent notamment menées par des enfants noirs qui remplissaient les prisons, au grand désarroi de Bull Connor, chef brutal de la police locale. L'emprisonnement des enfants fut la cause d'un scandale dévoilé par la presse américaine grâce à des journalistes critiques, avec un retentissement au niveau mondial. C'est cette forme de lutte, et non pas le jet de quelques bouteilles, qui contraignit Kennedy à agir. Il commença à faire pression sur la municipalité de Birmingham pour lever la ségrégation. Ce qui aboutit, après des jours de négociation débutant bien avant le 7 mai, à un accord finalisé le 8 mai 1963.

Cette campagne de Birmingham est d'ailleurs devenue célèbre comme succès des enfants noirs contre la répression de Bull Connor. L'histoire des mouvements sociaux aux États-Unis en garde le souvenir – même si l'on peut discuter du problème d'envoyer des enfants en première ligne, devant des canons à eau. On peut lire le déroulement exact de ces jours, et du « non-événement » d'une émeute le 7 mai 1963, chez Taylor Branch ¹.

1. Taylor Branch, *Parting the Waters. America in the King Years, 1954-63*, New York, Touchstone, 1988, chapitre : « The

Branch y évoque notamment la nuit du 10 au 11 mai, lorsque le Klu Klux Klan jeta une bombe contre le Gaston Motel où était hébergé Martin Luther King, cible bien choisie en raison de l'efficacité de cette campagne de King. L'anecdote suivante est du reste révélatrice de la façon dont Gelderloos écrit l'histoire : il évoque la bombe du 10 mai en tant que « plastiquage d'une maison et d'un commerce de Noirs » sans jamais dire que M. L. King était à l'intérieur. Cela en dit long sur la volonté de Gelderloos de falsifier l'histoire et de cacher la véritable cible du KKK.

C'est seulement après la bombe visant King qu'une nuit d'émeute spontanée se produisit à Birmingham. Elle eut lieu le 10 mai, alors que l'engagement d'abolir la ségrégation à Birmingham avait déjà été signé le 8 mai. Après l'émeute du 10 mai, les politiciens blancs locaux envisagèrent même de rompre l'accord déjà conclu. Le succès de Birmingham, l'un des plus grands de King, est donc entièrement dû à la campagne non-violente.

La proposition de Kennedy de 1963 de supprimer la ségrégation au niveau national, évoquée par Gelderloos, ne fut en aucun cas décisive, contrairement aux lois de 1964 et 1965. Ces lois, qui ne sont pas du tout évoquées par Gelderloos, marquèrent le vrai succès du mouvement pour les droits civiques. Elles furent principalement le résultat de la Marche sur Washington en août 1963,

Children's Miracle », p. 756-801.

et de la vaste campagne d'actions directes non-violentes dans le Sud des États-Unis en 1964, le Freedom Summer mené par le SNCC (Student Non-violent Coordinating Committee). Cette organisation poussait des vagues de militant·e·s et étudiant·e·s à s'engager dans des actions directes non-violentes, notamment dans l'État du Mississippi. C'est cette pression-là qui a conduit aux lois décisives. Pendant la Marche sur Washington, des députés démocrates, craignant des émeutes après le discours « I Have a Dream », avaient juré de ne pas voter en faveur de ces lois. Mais finalement, il n'y eut pas d'émeute.

Gelderloos veut détourner l'histoire et nous faire croire que quelques éphémères jets de bouteilles et de pierres dans une ville peu importante des États-Unis comme Birmingham auraient changé la politique entière du pays face aux Noirs. C'est un leurre. Les autorités ont eu peur non d'une émeute, mais d'un mouvement de masse qui aurait pu être soutenu par une grande partie de la population, même blanche. Il ne faut pas oublier que les Noirs formaient une minorité de seulement onze pour cent de la population. Sans le soutien actif et la sympathie du grand public, il n'aurait jamais été possible d'aboutir à une législation en faveur des Noirs.

Gelderloos nie tout cela. Il ne propose aucune stratégie valable pour faire basculer un régime autoritaire à partir d'une situation minoritaire. Par contre, M. L. King a développé une stratégie permettant d'aboutir à ses fins.

Comme preuve de l'inefficacité des émeutes aux États-Unis, on peut rappeler le fait suivant : après les législations de 1964 et 1965 concernant le Sud, de nombreuses émeutes eurent lieu à partir de celle de Watts-Los Angeles, se déroulant souvent sur plusieurs nuits, voire plusieurs semaines. Aucune ne permit d'aboutir à une législation en faveur des Noirs, ni immédiatement ni à long terme. Toutes ces émeutes de la deuxième partie des années soixante furent réprimées facilement par les Gardes nationaux ou les troupes fédérales. Une totale inefficacité !

Militantisme noir non-violent ou armé aux États-Unis

Sur les luttes de l'époque des années soixante, Gelderloos écrit cette phrase, page 50 :

Au contraire, bien que des groupes pacifistes comme le Southern Christian Leadership Conference (SCLC) de Martin Luther King Jr. aient eu beaucoup de pouvoir et d'influence, les pauvres Noirs [sic ! à vrai dire : les Noirs pauvres], qui constituaient la base populaire du mouvement, gravitaient autour de groupes de militants révolutionnaires comme le Black Panther Party.

Encore une fois, c'est faux ! Gelderloos ici n'évoque jamais le SNCC (Student Non-violent Coordinating Committee), l'organisation de masse la plus importante dans le Sud pendant

les années soixante et s'appuyant à la base sur des groupes d'étudiant·e·s noir·e·s, nommés NAG (Nonviolent Action Groups). Le SNCC est aujourd'hui considéré comme une organisation libertaire phare (même reconnue comme telle par Lorenzo Komboa d'Ervin, anarchiste noir qui, lui, n'est pas non-violent). Le fait que Gelderloos ici ne parle pas du SNCC constitue encore une falsification de l'histoire.

C'est par ailleurs un moment important de mon itinéraire politique. En effet, j'ai rencontré au début des années 2000 Clayborne Carson, qui fut militant noir aux États-Unis dans les années soixante. Dans la deuxième partie de la décennie soixante, il a prôné le militantisme noir violent, le Black Power, au sein du SNCC devenu violent et nationaliste, rebaptisé Student National Coordinating Committee. Mais, par la suite, en tant qu'historien, il a reconnu le succès indéniable du SNCC de la première partie des années soixante et tous ses échecs lorsqu'il commença la lutte armée. De même pour la lutte armée des Black Panthers à la fin des années soixante. Clayborne Carson est donc devenu militant non-violent à partir de ces réflexions sur l'histoire. Aujourd'hui, il est directeur du Martin Luther King Jr. Papers Project, qui publie tous les écrits et discours de M. L. King. Des itinéraires de militant·e·s noir·e·s comme le sien existent, il n'est pas le seul.

Clayborne Carson est l'auteur d'une histoire du SNCC, qu'il dépeint comme non-violent et libertaire dans une première phase, puis

nationaliste et autoritaire dans une seconde phase, à partir de 1965¹.

En 2004, j'ai traduit ce livre en allemand et lui et moi avons fait un vaste tour de trois semaines de présentation de son travail en Allemagne. C'est pour cette raison que je connais en détail la lutte des Noirs des États-Unis et que je peux facilement réfuter les affirmations abusives de Gelderloos. On peut réfléchir sur le fait que l'histoire complète du SNCC par Clayborne Carson n'ait jamais été traduite en français, alors, qu'une œuvre de qualité médiocre, comme celle de Gelderloos, elle, le fut.

D'ailleurs, la grande popularité du Black Panther Party dont nous parle Gelderloos, n'est pas du tout due aux luttes armées, mais aux programmes sociaux de distribution de nourriture de base – à comparer avec l'assistance aux pauvres d'Emmaüs – qui ont été dirigés par les militant·e·s du BPP. Cette popularité n'a donc rien à voir avec la lutte armée, seul sujet qui intéresse apparemment Gelderloos, dont on peut dire qu'il révèle ici un véritable fanatisme de la violence.

1. Clayborne Carson, *In Struggle. SNCC and the Black Awakening of the 1960s*, Boston, Harvard University Press, 1995.

Les attentats de Madrid et le mouvement antiguerre

Et pour conclure, une remarque sur les pages vraiment rebutantes que consacre Gelderloos à la décision prise par l'Espagne de retirer ses troupes d'Irak en 2004, pages 56-58, notamment page 57 où il loue même les terroristes islamiques d'Al Quaïda pour leurs attentats à la bombe à Madrid et fustige les millions de personnes qui ont défilé en 2003 contre la guerre d'Irak en Europe comme « des moutons », mot révélateur de toute l'arrogance de Gelderloos :

Non seulement le Premier ministre espagnol Aznar fut-il en mesure de déclarer la guerre, mais toutes les prévisions le donnaient aussi gagnant aux prochaines élections – du moins jusqu'aux attentats à la bombe [le 11 mars 2004]. [...] Ces attentats furent la cause directe de la dégringolade d'Aznar et de son parti dans les sondages, et le Parti socialiste [PSOE], seul grand parti opposé à la guerre, fut porté au pouvoir. [...] Tandis que des millions de pacifistes en défilant dans la rue comme des moutons, n'avaient pas affaibli d'un iota l'occupation brutale de l'Irak, quelques douzaines de terroristes prêts à massacrer des non-combattants provoquèrent le retrait de plus d'un millier des soldats.

Dans sa préface, intitulée « Violence et politique », Francis Dupuis-Déri, universitaire canadien, veut sauver son soldat Gelderloos

des critiques de la caution apportée au terrorisme islamique (page 33) :

Or il précise que même si une telle action peut avoir un effet politique réel, il s'y oppose par principe car il s'agit de tuer des victimes innocentes, ce qui est fondamentalement autoritaire.

Regardons de près, pages 57 et 58, ce à quoi s'oppose Gelderloos dans cette « action » (Dupuis-Déri) – mot atroce dans le contexte, parce que ce n'est pas une action directe comme des autres, mais un crime. Gelderloos dit d'abord :

Les actions [là aussi, Gelderloos reprend le mot action et l'intègre à l'arsenal de l'action directe] et déclarations des cellules affiliées à Al Quaida [...] témoignent plutôt d'une vision particulière, extrêmement autoritaire, patriarcale et fondamentaliste.

Mais Gelderloos est loin de condamner ce crime rebutant « par principe » (Dupuis-Péri), puisqu'il conclut ce paragraphe comme suit :

[...] les attentats de Madrid ne constituent pas un modèle [sic!] d'action, mais plutôt un paradoxe de taille. [...] Jusqu'à présent, aucune alternative au terrorisme [sic!] n'a été mise en œuvre dans le ventre relativement vulnérable de la bête. La seule véritable résistance est celle qui se produit en Irak même.

Toutes ces évocations de Gelderloos n'ont rien à voir avec une politique ou des actions directes émancipatrices. Cela montre au contraire, sur quelles dérives peuvent déboucher ces propagandes pour n'importe quelle forme de contre-violences au sein des mouvements sociaux.

En dépit des diffamations de Gelderloos, ce sont précisément ces « moutons » (Gelderloos) en Espagne qui ont permis au PSOE de rester dans la campagne électorale en cours comme parti antiguerre. Et ce sont ces « moutons » qui ont fait encore pression pour que le PSOE de Zapatero, arrivé au pouvoir, puisse réaliser la promesse de retirer les troupes – au contraire des partis sociaux-démocrates dans toute l'Europe, à commencer par le parti travailliste de Tony Blair. Ce sont ces « moutons » qui ont fait pression pour que le PSOE ne change pas d'avis. Quant aux louanges des attentats, je ne peux que qualifier Gelderloos de cynique. Et je rappelle le deuxième critère que j'ai évoqué plus haut : l'éthique révolutionnaire, qui doit accompagner toutes les réflexions sur l'efficacité. Supposons – pendant une seule seconde – que les attentats de Madrid aient vraiment fait la petite différence qui a propulsé Zapatero au pouvoir à cause des élections qui ont suivi. Que peut-on en conclure ? Que les innombrables victimes civiles de ces attentats sont justifiées ? Que peut-on alors déduire de cela ? Que de tels attentats sont justifiés comme stratégie qu'il faudrait soutenir ? Mais non, les gens qui, en plus de l'opinion antiguerre qui

existait déjà, ont alors voté Zapatero n'ont pas du tout cautionné ou bien justifié ces attentats, bien au contraire. Leur sentiment a contribué à ce qui est devenu plus tard le mouvement des Indignados à Madrid, mouvement non-violent, qui a tout pour déplaire à Gelderloos.

Est-il possible de généraliser à partir de ces circonstances, en essayant de justifier *a posteriori* ces attentats de Madrid? Les attentats islamiques d'Al Quäida du 11 septembre aux États-Unis ont-ils empêché la guerre? Selon la logique de Gelderloos, il faudrait aussi se réjouir de ces attentats comme acte antiguerre – mais tout le monde sait qu'ils n'ont donné à Bush Jr. qu'un prétexte pour les invasions militaires en Irak et en Afghanistan. Même effet pour les attentats de l'État islamique qui suivirent en Grande-Bretagne et en France. Donc, même si l'on regarde uniquement l'efficacité, ce que dit Gederloos n'est pas vrai, bien au contraire.

Les attentats ont fortement compliqué les luttes émancipatrices et antiguerre dans ces pays. Mais ici, j'ajoute encore un argument d'éthique révolutionnaire : avec cette légitimation des attentats islamiques de Madrid, Gelderloos a franchi un cap. Il a justifié, au nom de l'efficacité, le fait que ce ne sont plus les gens au pouvoir, au gouvernement ou bien des managers et chefs d'entreprise qui doivent mourir pour les buts exprimés, mais des gens tout à fait ordinaires. Ainsi, Gelderlos ne fait plus la différence entre la base de la société, la lutte des classes des exploités d'un côté et les

dominants de l'autre. Par son apologie de la violence pour la domination, Gelderloos est devenu un simple réac !

À propos de la lutte antinazie durant la Seconde Guerre mondiale

Je pourrais en dire long sur les pages de Gelderloos concernant la lutte antinazie pendant la Seconde Guerre mondiale, pages 58 à 64. Je me contenterai seulement de quelques points en guise de repères :

Parmi les actions non-armées pendant la guerre et les occupations des nazis, Gelderloos, consciemment ou pas, n'évoque pas les exemples des succès les plus connus, comme la résistance des femmes de la Rosenstrasse à Berlin, en mars 1943, qui permit de sauver les maris juifs de ces femmes. Ces hommes, déjà internés et voués à la déportation à Auschwitz, furent libérés, Hitler et Goebbels craignant qu'un mouvement de protestation puisse s'étendre comme en 1918 au sein de l'Allemagne. Ce mouvement de la fin de la Première Guerre mondiale avait été également mené par des femmes. Le soldat Hitler l'avait ressenti comme un coup de poignard dans le dos. Gelderloos n'évoque pas non plus la grande campagne, très efficace, de sauvetage des Juifs à Chambon-sur-Lignon et alentours, dans les Cévennes, qui a protégé de la déportation

5 000 Juifs, enfants et adultes, grâce à la résistance non-violente !

Finalement il faut constater que ni la résistance armée ni les actions de sabotage et de sauvetage non armées n'ont empêché les succès militaires des nazis de manière décisive. Seule la guerre des Forces alliées de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Union soviétique permet de battre les nazis. Bien évidemment, si les forces alliées agissent avec efficacité, leur vision sociale n'avait rien de commun avec les aspirations émancipatrices des mouvements de Résistance, armés ou non. Gelderloos crie au scandale quand on veut assimiler dans le même projet les armées bourgeoises et les luttes armées révolutionnaires populaires. Pourtant, c'est bien ce qu'il fait dans tout son livre lorsqu'il identifie la non-violence anarchiste et révolutionnaire avec le pacifisme bourgeois. Ainsi, quand cela peut servir sa thèse, il fait la même chose pour les armées bourgeoises ou révolutionnaires, quand cela ne lui sert pas, il fustige une telle identification.

La soi-disant « hégémonie des non-violents » aux États-Unis

L'affirmation de Gelderloos au début de son livre, dans son introduction, parlant (page 39) « de l'hégémonie dont bénéficient

les promoteurs de la non-violence » aux États-Unis, est tout à fait fausse. Le courant anarchiste non-violent n'a jamais été un courant dominant dans les mouvements de gauche, ou même libertaire. C'est seulement en le mélangeant avec des pacifistes bourgeois que Gelderloos peut constater cela. Et même ce constat manipulateur ne lui donne pas raison. Pourquoi ?

Aux États-Unis, la constitution bourgeoise de l'État permet explicitement la résistance armée, si nécessaire. Les lois permettent l'utilisation des armes pour défendre la propriété des individus. Dans ce pays, dès sa création, il y eut un engouement véritablement fou pour les armes, notamment au sein la bourgeoisie blanche ! Depuis toujours, quasiment chaque famille blanche a des armes dans sa maison, et aussi, d'ailleurs, depuis toujours, quasiment chaque famille noire a des armes dans sa maison. Le mouvement pour les droits civiques devait déjà mener les luttes émancipatrices en connaissant parfaitement cet état de choses, bien installé depuis longtemps et considéré tout à fait normal. Même constat aujourd'hui. Avec la domination économique et culturelle des institutions phares comme le NRA (National Rifles Association), la revendication de la violence et la lutte armée est bien blanche et bourgeoise à la fois. Le vrai mouvement révolutionnaire aux États-Unis aujourd'hui commence en fait avec le mouvement des élèves et étudiant·e·s contre les tueries et leur résistance non-violente récente contre le NRA.

Ils s'opposent aux armes, et c'est cela leur vraie libération. Gelderloos, à l'inverse, reste complètement dans la norme. ■

Documents
**Deux critiques
de pratiques
du black bloc
à l'occasion
du Premier Mai 2018**

**Nous, non-violent·e·s
dans le cortège de tête...**

Réflexions collectives de militant.e.s
non-violent·e·s participant au cortège
de tête sur l'articulation des pratiques
et en réponse aux invitations à se
dissocier

Nous sommes quelques-un·e·s des 15 000 per-
sonnes présentes au pont d'Austerlitz autour
des 1 500 membres du « black bloc ». Si nous
n'y étions pas cette fois-ci, nous y avons été lors
d'autres manifestations ou nous aurions pu y

être. Nous sommes dans le cortège de tête sans user de violence et nous voulons dire pourquoi nous y sommes.

Nous le disons d'abord sous le coup de l'énervement à l'écoute des commentaires après la manifestation du Premier mai 2018. Comment peut-on « célébrer » Mai 68, ses barricades, ses voitures retournées et ses lanceurs de pavés, souhaiter un Mai 2018 de luttes et s'effaroucher de ce qu'il se passe dans le cortège de tête ? Comment peut-on soutenir Notre-Dame-des-Landes et ses modes de vie alternatifs, José Bové et le démontage d'un Mac Do et dénoncer avec tant de hargne le saccage d'un magasin de la même multinationale devant la gare d'Austerlitz ? Comment peut-on crier à longueur de cortèges « Ou alors ça va péter » et quand ça pète pousser des cris d'orfraie ? Comment peut-on hurler contre la préfecture de police et ses oukases sur les parcours imposés et accepter de négocier avec celle-ci des itinéraires bis destinés à isoler une partie de la manifestation ? Comment peut-on se dire de gauche et avoir comme principale interpellation de l'État le regret du nombre trop faible de forces de l'ordre sur place, de fouilles, d'arrestations préventives, de flicage d'autres militants ?

Nous refusons de penser avec des évidences, des camps tout tracés, des « méchants casseurs » et des « gentils manifestants ». Nous voulons penser d'abord contre nos propres évidences. Nous sommes dans le cortège de tête et nous ne condamnons pas la violence

– voire la soutenons – tout en ayant des interrogations profondes sur son utilisation. Nous sommes sur une limite, sur une crête. Nous savons que Marcellin avant-hier, Valls hier, Macron aujourd’hui savent tourner à leur avantage cette façon d’agir, voire de l’utiliser pour justifier des tours de vis sécuritaires. Nous pouvons craindre que cette violence fasse tomber des hésitants du côté du rejet du mouvement social en cours. Nous n’avons pas d’illusion sur l’efficacité « militaire » d’une telle tactique toujours mise en échec par les forces du pouvoir toujours plus fortes. Nous nous méfions du virilisme de ce mode d’action, nous nous inquiétons d’une violence sûre d’elle-même et de sa légitimité, une violence qui oublierait qu’il y a une personne sous l’armure du CRS. Nous savons que la violence est un poison pour ceux qui l’utilisent, pour ceux qui la subissent, pour la communauté humaine. C’est d’ailleurs pourquoi il est bon de rappeler que la violence dans notre société n’est pas d’abord dans la rue, mais dans les conseils d’administration, dans les réunions paritaires, dans les lois votées à l’Assemblée nationale. Jaurès le disait déjà au début du XX^e siècle. Et elle est tellement plus présente et brutale du côté des forces de l’ordre, dans les manifestations comme dans les bavures policières dans les quartiers populaires.

Alors pourquoi sommes-nous dans le cortège de tête et qu’y faisons-nous puisque nous ne lançons pas de projectiles et ne brisons pas de vitrines ? Certain·e·s d’entre-nous ont d’abord

rejeté purement et simplement cette violence. Nous reconnaissons que nous avons pu venir dans le cortège de tête par attrait pour l'odeur de la poudre, avec le sentiment que « c'est là que ça se passe ». Parce qu'ailleurs justement, il ne se passe pas grand-chose. Le reste du cortège est d'un ennui mortifère, au sens politique et philosophique fort des termes. Les cortèges syndicaux sont saturés de camions, de sono, d'une puissance technique qui écrase toute vie et réduit au mieux à une gentille balade, au pire à une marche funèbre les manifestations. Ces défilés réglés ne dérangent personne et s'achèvent par la rituelle discussion sur des chiffres. L'humain réduit au nombre : beau résultat ! Dans le cortège de tête, les chants, les slogans, les applaudissements en rythme, la musique de la fanfare, l'humour et la poésie des slogans peints sur les murs, la fraternité, la solidarité, la chaleur humaine qui s'y déploient nous remettent en vie quand les modes de vie du capitalisme productiviste nous atomisent, nous éteignent, nous zombifient, nous réduisent justement à des chiffres. Nous savons que l'adoration de la vie et la violence ont eu dans l'histoire des accointances dangereuses dans le fascisme. Nous restons en éveil face à cette dérive.

La violence du cortège de tête n'est pas une et identique. Nous sommes mal à l'aise – et pour certain·e·s nous condamnons – les jets contre les forces de l'ordre, en particulier quand elles ont pour but de blesser. Nous regardons autrement les arrachages d'affiches publicitaires, les

bris de vitrines d'entreprises symboles du capitalisme productiviste : banques, assurances, agences immobilières, multinationales de la malbouffe, mobiliers urbains appartenant à des magnats de la publicité... Dans un espace public où l'expression publique des valeurs est monopolisée par les symboles de ce capitalisme, ces actes nous rappellent les gestes des iconoclastes, briseurs de statues et d'idoles des révoltes religieuses du Moyen Âge et de la Réforme à la Révolution française. Les chrétiens parmi nous la rapprochent du coup de sang de Jésus au temple contre les marchands d'une religion de confort et d'ordre. Les bris du cortège de tête fissurent la vitrine de l'ordre du monde, éclatent les évidences de la société comme elle va. Nous n'avons pas la naïveté de croire que cela aboutira à une insurrection, mais ces gestes sont comme des brèches qui laissent passer l'Espérance d'un renversement radical du monde, Espérance nécessaire pour qu'un jour il advienne.

Gandhi disait qu'entre la passivité et la violence il choisissait la seconde. Nous reconnaissons que nous ne choisissons pas. Faute d'un mouvement de masse non-violent (comme ceux développés en Inde ou aux États-Unis par Martin Luther King), bien que certaines formes d'actions syndicales dans les universités (blocages et occupations), dans l'Énergie ou à la Poste s'y apparentent, nous tentons d'articuler notre non-violence avec la violence d'autres au sein du cortège de tête. Par non-adhésion à la violence, mais parfois

aussi par simple trouille. Nous assumons d'être ceux et celles parmi lesquels il est possible de se cacher pour se changer. Qui s'interposent devant les caméras de la police qui filment. D'être les boucliers humains qui font hésiter le préfet de police à lancer des charges plus violentes qu'elles ne le sont déjà. Nous sommes l'eau des poissons. En étouffant et en pleurant sans masque sous les gaz lacrymos, nous participons à rendre visible la violence de l'État exercée uniquement sur des personnes, violence qui tente de se cacher derrière la violence bien moindre – et principalement sur des objets et non des personnes – des manifestants.

Cette position n'est pas confortable, mais nous préférons largement cela à tous ces discours automatiques entendus au lendemain de chaque manifestation. Non-violent·e·s, ne nous trompons pas d'ennemis, choisissons nos amis. Dans le cortège de tête, nous sommes en sympathie et nous le resterons¹. ■

De quelques-un·e·s dans le cortège de tête...

1. Publié le 10 mai 2018 sur <<https://paris-lutttes.info/nous-non-violent-e-s-dans-le-10178>>.

Appel aux convaincu·e·s

Une critique antiautoritaire du black bloc

Au risque de paraître tirer sur l'ambulance, nous avons choisi la voie du dégrisement. Pour nous la manifestation du Premier Mai a été un échec et la stratégie imposée de façon autoritaire par le black bloc n'était ni justifiée ni n'a profité au reste de la manifestation. Collectivement, nous en prenons acte et appelons à dépasser nos pratiques ritualisées du cortège de tête.

C'est assez frappant, et ce malgré la situation sociale généralement morose, que chaque manifestation qui tourne un peu à la confrontation avec la flicaille soit saluée comme une victoire. Un peu comme si le fait de casser en nombre des vitrines égalait un but marqué par son équipe de foot préférée. Ne faisant qu'un, le groupe de supporters fait la Ola et retourne chez lui attendre le prochain match, la prochaine bagarre. Il nous apparaît que l'intérêt ponctuel et circonstancié d'un black bloc n'est pas là et que nous sommes, peu à peu, en train de nous enfermer dans un trip égotique et autoritaire.

Loin de condamner d'une façon générale les actions directes des manifestants, black bloc ou pas d'ailleurs, nous aimerions les remettre en cause d'un point de vue stratégique, avec une perspective antiautoritaire. En effet, pour nous, peu importe qu'on brûle un Mac Do

ou un concessionnaire Renault : brûlez-les tous même !

Mais, selon nous, on ne peut avancer avec une action directe sans réfléchir à 1° la pertinence de la cible; 2° la finalité politique de l'action directe; 3° les circonstances de la manifestation en question; 4° l'inclusion et la compréhension par le reste de la manifestation ou de la population.

Un échec stratégique

Pour nous ces questions n'ont pas été correctement posées par certains membres du black bloc lors du Premier Mai qui s'est, la majeure partie du temps, borné à foncer dans le tas et à fuir l'avancée des troupes en détruisant tout sur son passage.

Le fait de s'être rués directement sur le Mac Do et les cibles adjacentes en début de manifestation a provoqué : 1° le blocage de la manif qui n'a jamais pu avancer; 2° une pression qui s'est reportée sur les manifestants non équipés et en partie acculés sur le pont; 3° un des plus gros cortèges de tête de l'histoire s'est dissout de fait et a perdu toute sa force potentielle; 4° les cortèges de syndicalistes se sont retrouvés à suivre l'itinéraire bis de la Préfecture de police; 5° une répression très dure et de nombreuses arrestations; 6° une campagne médiatique dans l'opinion pour augmenter l'intensité de la répression.

La gueule du loup

Il nous apparaît qu'on a foncé tête baissée dans un piège tendu par la Préf sans se soucier de l'impact sur le reste du cortège, de l'intérêt stratégique de ce qui était fait, ni de la répression qui allait s'abattre sur tout le monde (plus de 200 arrestations !). Cela pose plusieurs problèmes.

Est-ce que cela était prévisible? Oui ! Et, selon nous, c'était même évident.

Sur le boulevard, toutes les banques ou cibles potentielles de la casse avaient été « protégées », mais pas le Mac Do au début de la manif... Sans vouloir se la jouer théorie du complot, cela nous paraissait bien bizarre, ou en tout cas mauvais plan dès le départ. D'autant plus que ce lieu a été celui de plusieurs affrontements en 2016, que c'est un des seuls lieux du trajet qui était pavé, que la densité sur le pont ne permettait pas un retrait rapide... On a voulu déborder là où on nous attendait.

Il aurait fallu attendre que la manifestation avance, prenne ses marques sur le boulevard, que les cortèges se mélangent, comme cela est arrivé lors des dernières manifestations, et ne pas se jeter dans la gueule du loup. Nous aurions alors gagné en force et ce n'est pas les possibilités qui manquent quand nous sommes si nombreux et déterminés.

La manifestation a aussi été vécue par les autres

La situation vécue sur le pont a été très désagréable, frustrante, voire traumatisante pour certains manifestants. Impossible de savoir ce qu'il se passait à l'avant, impossible d'aller aider les copains et les copines à l'avant, impossible de reculer pour ceux qui le souhaitaient. Ceux qui se trouvaient avec ou à côté du black bloc (de la ligne de front au pont) ont été obligés de sauter les rambardes et de fuir vers les quais. Super entraide d'ailleurs pour faire descendre les gamin·e·s et les plus âgé·e·s.

Les flics empêchaient de contourner le dispositif par les quais et tout le monde, dont faisaient partie de nombreuses personnes non équipées, s'est fait copieusement gazer pendant une heure. Pas de médecins à l'horizon (ils devaient être tous avec le black bloc). La seule sortie était à l'ouest au bord du fleuve et ne menait qu'au trajet bis de la manifestation, par le pont Charles-de-Gaulle.

Le quai de l'Arsenal et le quartier Bastille ont été bien amochés lors du repli : on s'en fiche, on n'y traîne pas, les loyers et les bars y sont bien trop chers. Vous auriez cramé l'opéra Bastille, repeint en rouge la colonne Bastille, mis à sac l'Hippopotamus, on ne s'en serait pas émus... Par contre, qu'est-ce que cela a apporté? Quel intérêt politique? Quels sont les retours de ceux qui n'étaient pas habillés en noir ou équipés?

Nous pouvons tous faire des erreurs tactiques, cela arrive, encore faut-il les reconnaître et en prendre acte, surtout si cela déteint sur le reste de la manifestation. Nous n'avons pas l'impression que c'est le cas... l'autocritique c'est pourtant bien utile !

Néanmoins, il nous semble que l'erreur du 1^{er} mai est symptomatique d'une dérive autoritaire et égocentrée. Nous détaillons ici quelques écueils auxquels nous devons tous nous confronter.

La Révolution ne sera pas télévisée

Ce qui est étonnant, c'est qu'une stratégie qui déteste les médias et les caméras (à raison) utilise cette technique pour apparaître dans ceux-ci. Au-delà du trip « porn riot » à la Taranis encore populaire chez une fraction de la jeunesse, l'idée générale est d'accaparer l'attention médiatique et de faire de l'ombre à l'image de la manif « plan-plan » de la CGT. L'émeute était d'ailleurs annoncée auparavant sur différents sites et avait été reprise par la communication de la Préfecture de police, des appels internationaux à rejoindre la bagarre avaient été traduits dans de nombreuses langues.

La « révolution ne sera pas télévisée » et ce ne sont pas les seuls actes spectaculaires qui nous donneront un avantage dans l'opinion, que cela soit celle du cortège de tête, du reste de la manifestation ou de la population. Nous jouons à armes inégales, tant matérielles que

médiatiques. De plus, il semble illusoire et contradictoire de vouloir destituer et combattre la presse bourgeoise en arborant des techniques spectaculaires.

Non au foquisme du black bloc

Dans la manifestation comme parfois en dehors, il semble que le fait de participer à la casse organisée ou à des bagarres avec la police sonne parfois comme un argument d'autorité dans un certain milieu radical. Pour nous, il est clair que le choix et la maîtrise de cette technique ne donnent en aucun cas une légitimité politique.

Cette tendance au « foquisme » du black bloc est une dérive autoritaire vouée à l'échec. Il est hors de question d'abandonner le monopole de l'action et de la parole à ceux qui seraient plus entraînés, plus forts, plus équipés. La direction politique aux foyers de guérilla urbaine, non merci !

Le problème est que la technique black bloc peut avoir un impact si important sur le reste de la manifestation, que celle-ci ne peut que soutenir les copains et les copines lorsqu'ils sont nassés ou lancés dans le feu de l'action. Car qui serions-nous si nous vous laissions toute·s seul·e·s, sans soutien pendant et après la manif ? Mais la question inverse se pose également : quelle légitimité auriez-vous si nous ne vous soutenions pas activement pendant et après la manif ?

Pour un black bloc qui bloque autre chose que la manif

Nous ne sommes pas hostiles à la technique du black bloc et nous l'avons maintes fois utilisée. Et même quand nous n'y sommes pas, nous sommes solidaires des copains et copines en pleine action, blessé·e·s ou arrêté·e·s. Mais pour nous elle doit servir quelque chose d'autre que la simple joie d'exister ou de se faire plaisir entre les convaincu·e·s. Autrement dit : nous aimerions un black bloc qui bloque autre chose que la manifestation. 1 200 personnes en black bloc, 15 000 dans le cortège de tête pour juste défoncer un Mac do et cramer un concessionnaire c'est franchement du gâchis... – notamment quand on voit le nombre d'arrestations.

Pourquoi cette technique n'est-elle pas utilisée pour bloquer des lieux de pouvoirs, des centres logistiques, décisionnels ? Elle serait pourtant très utile aux actions de blocage et de sabotage... Pourquoi n'est-elle pas utilisée lorsque la pression médiatique est moindre ? C'est pourtant là où on risquerait le moins...

« Franchement on s'amuse mieux sans le black bloc »

Nous comprenons très bien que pour certains, l'expression d'une violence contre les objets symboliques du capitalisme soit un exutoire à une existence sur laquelle s'exercent la violence et le contrôle de l'État. Mais de là à en tirer une théorie générale d'interprétation du monde et

de la révolution, c'est pousser le bouchon un peu loin.

Ainsi on peut vivre de belles scènes de solidarité dans l'émeute ou des manifestations plus énervées, mais on peut aussi avoir des mauvaises expériences : violence gratuite et aveugle, sexisme, répression très violente, arrestations... Comme ailleurs ! Si nous avons réussi à désacraliser la manifestation cadrée par les syndicats, continuons sur notre route et désacralisons l'émeute, le black bloc ou même le cortège de tête. Ce ne sont que des stratégies, des techniques, pas une fin en soi.

Prenons tous la tête du cortège de tête

Le cortège de tête est devenu lui aussi ritualisé et pourrait presque remplacer le cortège syndical, car il est aujourd'hui aussi nombreux dans les manifestations. Au début de l'événement, le black bloc et quelques groupes précis prennent la tête avec leurs banderoles, posent pour les caméras et les photographes et donnent le départ d'un pas assuré. Il y a donc bien une hiérarchie dans le fonctionnement actuel du cortège de tête et il faut prendre conscience de cela. Soyons inventifs pour remettre en cause cet ordre établi, pour montrer du doigt l'autoritarisme quand il existe chez nous, sans pour autant nous diviser !

Ce qui nous semble le plus urgent ce n'est pas la convergence des luttes mais l'extension des luttes. Pour cela, nous ne pouvons pas

rester figés sur nos bases inébranlables de convaincu·e·s. Qu'elles volent en éclats avec les autres certitudes du vieux monde ! Le cortège de tête n'appartient à personne. Prenons la tête du cortège de tête¹ ! ■

Des copains et des copines

1. Publié le 4 mai 2018 sur <<https://paris-luttes.info/appel-aux-convaincu-e-s-une-10146>>.

Postface

Qui a peur de la non-violence ?

Pierre Sommermeyer

En guise de conclusion, ouvrons le débat. Les amis qui ont participé à cette publication ont été tout comme moi attentifs et intéressés par ces analyses de la non-violence en provenance des États-Unis. Si, après l'Inde, il y a un pays qui a mené le plus grand nombre d'actions non-violentes, c'est bien celui-là.

En dehors des ouvrages de Peter Gelderloos, d'autres textes ont paru parallèlement. Il est possible de les consulter sur la Toile. Le site *violenceparfoisoui.wordpress.com* a mis en ligne « L'idéologie de la non-violence et ses conséquences violentes ». La revue *Timult* a publié un article intitulé « Critique de l'idéologie de la non-violence » (numéro 6, septembre 2012). Le site *partage-le.com* a mis en ligne un article dont le titre est révélateur du propos :

« Erica Chenoweth ou quand l'État et les banques promeuvent la non-violence ». Le même site a publié l'introduction de *l'Échec de la non-violence*, nouveau livre de Peter Gelderloos.

Ces textes ont en commun d'avoir été rédigés par des militants anarchistes étatsuniens. Un certain nombre d'entre eux ont été traduits puis publiés dans des milieux français que l'on peut appeler autonomes, insurrectionnalistes, anarchistes ou autres. Ils sont pour le moins haineux. Ils accusent pêle-mêle la non-violence d'avoir des conséquences violentes, d'être promue par les banques, de protéger l'État et autres accusations. Ils montrent tous une méconnaissance étonnante des luttes non-violentes qui ont eu lieu ailleurs. Dans cette présente publication, certaines sont remises en mémoire. Cela ne suffira certainement pas à convaincre les auteurs de ces pamphlets.

Quelques-uns des reproches avancés peuvent sembler justifiés, d'autres relèvent de règlements de compte pour des raisons qui me sont inconnues. Enfin, tous font preuve d'un certain confusionnisme historique, très à la mode par ailleurs dans nos milieux francophones. Ils sont tous d'accord pour déplorer le fait que la révolution non-violente n'a pas eu lieu, ce en quoi ils ont tout à fait raison, même si je suis tenté de rétorquer qu'aucune révolution à notre goût n'a encore eu lieu.

À la lecture de ces textes, trois ou quatre thèmes apparaissent. Il y a celui d'une non-violence qui tiendrait le haut du pavé, qui

serait une idéologie dominante. Il y a la reconnaissance de la question de la violence et de la nécessité de la Révolution, puis la critique d'une « idolâtrie » du binôme Gandhi-Luther King et, enfin, une méconnaissance totale de ce qu'ont pu être ailleurs qu'aux États-Unis et en Inde les actions directes non-violentes et les formes qu'elles ont pu prendre ici ou là. En arrière-plan, existe une reconnaissance que l'action non-violente peut être efficace et qu'elle n'est pas contradictoire avec l'action violente, armée quand nécessaire.

« Une étrange menace pèse sur le monde »

C'est le thème de l'introduction à l'édition française (en ligne) du livre de Gelderloos avec l'idée récurrente que la non-violence est une idéologie dominante. Ce qui peut sembler paradoxal dans la sphère francophone mais ne semble pas l'être aux États-Unis où la place de l'action non-violente a été prédominante dans les luttes pour l'égalité raciale. C'est ce que George Lakey reconnaît d'une certaine façon dans *Dix mythes sur la lutte non-violente*, brochure où il écrit :

Je conviens aussi que les pacifistes sont parfois suffisants, moralisateurs, peu ouverts à un réel débat pragmatique concernant les lignes de conduite à suivre et préfèrent se cacher derrière une idéologie morale plutôt

que d'oser une considération des alternatives avec un esprit ouvert.

Lakey s'adressait en ces termes à Ward Churchill, un militant affirmé de la cause indienne, qui venait de publier en 1998 *Pacifism as Pathology*. C'est ce qui fait dire à certains :

La non-violence affirme avoir trouvé une méthode pour mettre fin à la violence. Le fait que cela n'a jusqu'à présent pas du tout marché n'a pas dissuadé les partisans de la non-violence de continuer leur marche vers leur millénium.

Pour d'autres, comme Milo¹, la non-violence est une histoire de puissants. Il continue en affirmant qu'avec la non-violence les agresseurs gagnent toujours ; rien ne peut les arrêter dans leur marche sur le monde. De même, il nous assène que

l'idéologie de la non-violence n'est pas seulement fourvoyée à vouloir appliquer une seule solution pour remédier à tous les problèmes. C'est une idéologie qu'utilise notre État policier pour rendre inefficace l'opposition aux politiques violentes de notre gouvernement.

Ailleurs, il est dit que

la non-violence prescrit un seul médicament pour tous les maux sociaux. Elle prescrit

1. *Timult*, n° 6, septembre 2012. Lire en ligne : <<https://timult.poivron.org/06/timult-06-201209.pdf>>.

l'aspirine *Gandhi*[®] pour tout, du petit mal de tête jusqu'au cancer en phase terminale. Mais les maladies sociales du monde réel ne sont pas simples ; elles sont complexes.

Gelderloos met en cause par ailleurs les références historiques du courant non-violent :

Ils continuent à répéter les clichés, la désinformation, les déclarations vagues et perpétuent le *name dropping* [la surenchère des noms] de Gandhi et de Martin Luther King qui sont précisément à l'origine de ces critiques.

Sans aucun doute, ces deux hommes sont issus de la classe moyenne ; c'est ce que la revue *Anarchisme et non-violence* rappelait dans son numéro 26 en 1971 consacré à César Chavez et au boycott du raisin et de la salade aux États-Unis en 1970 :

Nous pouvons remarquer que ceux qui devinrent des leaders de mouvements non violents étaient et sont tous issus de moyenne et haute bourgeoisie : un Gandhi, fils et petit-fils de Premier ministre, avocat lui-même ; Martin Luther King, pasteur, fils de pasteur ; Helder Camara, archevêque ; Lanza del Vasto, noble sicilien. Leur origine même aura une importance énorme dans le choix des luttes qu'ils mèneront. Tous commenceront à s'attaquer aux problèmes sociaux, en demandant le respect des règles de la démocratie bourgeoise : indépendance nationale, racisme, respect du travailleur, objection de conscience, et non en

s'attaquant au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seul, Chavez, du fait même de son origine, posera en fait le problème en termes de lutte de classes, même s'il ne s'exprime pas de cette façon. Organiser la lutte d'ouvriers sous-prolétarisés contre les patrons de l'agrobusiness, qu'est-ce sinon de la lutte de classe contre classe ?

Gandhi et Martin Luther King, des idoles ?

Dans tous ces textes, ces deux hommes sont l'objet d'attaques d'autant plus inutiles qu'elles ne sont qu'une réponse à ce *name dropping* mentionné plus haut et qu'elles évitent de se livrer à une critique historique sérieuse. C'est bien ce que N. O. Fear dénonce dans son texte à propos de Gandhi. Il en est de même pour Martin Luther King qui est assassiné au moment où il commençait à s'attaquer directement à *l'establishment*. Ces critiques auraient du sens si elles s'adressaient à ceux – les suiveurs – qui se cachent derrière ces figures tutélaires pour masquer leur absence de radicalisme.

Il faudrait quand même rappeler ces deux faits.

Le jour de sa mort, le 30 janvier 1948, Gandhi avait commencé un jeûne pour obliger le gouvernement de l'Inde à revenir sur sa décision de retenir le versement au Pakistan de la part du budget commun qui

lui revenait, en invoquant l'invasion pakistanaise du Cachemire. Le pouvoir indien avait cédé pour ne pas voir Gandhi mourir. Cela avait rendu les fondamentalistes hindous furieux puisque cela apparaissait comme au détriment de la communauté hindoue¹.

Martin Luther King quant à lui prononça son dernier sermon le 3 avril 1968 à Memphis (Tennessee). Il était venu défendre les éboueurs de la ville en butte à des conditions de travail dignes de l'esclavage. Il proclamait alors la nécessité de boycotter tout à la fois des banques blanches en favorisant la Tri-State-Banque appartenant à des Noirs, puis des fabricants de produits alimentaires, comme le lait Sealtest, Hart's bread pour le pain, et enfin le boycott de Coca-cola. Le lendemain, il était assassiné. Il venait de lancer une attaque contre le business blanc².

Il est intéressant de noter que, dans tous ces textes, ainsi que dans ceux de nombreux milieux politiques de gauche et d'extrême gauche, une référence est faite à la mémoire des Black Panthers et à leur inoxydable survivante Angela Davis. Ce qui est quand même curieux sous la plume de militants revendiquant la qualification de libertaires, car ce parti n'a jamais caché son inspiration marxiste-léniniste. Huey Newton, qui se présentait comme le ministre de la Défense, déclarait « l'idéologie du Black Panthers Party (BPP), et son

1. <<https://www.mkgandhi.org/>>.

2. <<https://www.apmreports.org/>>.

expérience historique du racisme rendue compréhensible par le marxisme-léninisme ». Eldridge Cleaver, ministre de l'Information ajoutant : « Nous avons étudié et compris les principes du socialisme scientifique et les avons adaptés à notre propre situation ¹. »

C'est aussi ce qui ressort de l'accueil fait à Angela Davis, célébrée à la gauche de la gauche comme une héroïne et dont on oublie rapidement qu'elle avait de fortes accointances avec le pouvoir communiste. En 1972, elle fut nommée docteur *honoris causa* de l'université de Moscou, prix Lénine de la paix, de même avec Erich Honecker en RDA, diplômée honoraire de l'université de Leipzig et Étoile de l'amitié entre les peuples créée par Walter Ulbricht. Et en tant que membre, jusqu'en 1991, du Parti communiste américain, ultra-sectaire, elle n'a jamais critiqué le système du communisme stalinien. Derrière cette révérence planent deux éléments qu'il faut bien prendre en compte : la reconnaissance que la condition du Noir américain est insupportable et provoque en retour un sentiment de culpabilité et de reconnaissance envers leur action aussi radicale soit-elle. Mais il ne suffit pas de dire que les Black Panthers étaient prêts à mourir pour justifier leurs pratiques.

1. <<http://censorship.info>> [lien brisé au moment de la mise en page].

Un autre texte affirme qu'

à n'en pas douter Martin Luther King a joué un rôle éminent dans l'opposition à la ségrégation. Mais il en va de même des Black Muslims et des Black Panthers, du Communist Party USA et d'une foultitude d'autres groupes nationalistes noirs, léninistes, anarchistes ou de la Nouvelle Gauche.

Certes, c'est bien mon avis, mais à un détail près. Le mouvement pour les droits civiques débute avec l'acte de désobéissance civile de Rosa Parks, le 1^{er} décembre 1955. À sa tête se trouve un jeune pasteur protestant de vingt-six ans, fraîchement sorti de ses études et que la communauté noire envoie au casse-pipe. Dix mois après, la Cour suprême des États-Unis met un terme aux lois ségrégationnistes dans les bus. Le BPP, lui, verra le jour dix ans plus tard. Il est issu du courant identitaire du Black Power, certes, mais surtout porté par l'immense frustration des ghettos noirs des grandes villes du nord du pays qui assistent impuissants à l'émergence d'une classe moyenne noire, aisée; frustration qui fournira le carburant pour les émeutes urbaines qui suivront. Achetant des armes, prêt à mourir, ces militants noirs entrent dans l'histoire.

Sous les coups et la manipulation de la police américaine, d'une part, et suite à leur division théorique et pratique (assassinats et exclusions) d'autre part, le BPP disparaîtra en 1972-1974.

Tout cela est confirmé par George Lakey :

À partir de 1965, dit-il, la courbe des succès remportés par le mouvement de masse commence à redescendre, même si durant des années encore on assiste à la mise en application de ce qui avait été gagné précédemment, par exemple l'élection de représentants officiels noirs même dans le Sud profond. À partir de 1965, notamment, des émeutes éclatèrent dans les villes du Nord telles que Newark, Philadelphie, Detroit et Watts. On y vit aussi la montée des Deacons for Defense et du Black Panther Party.

Aux États-Unis, le Black Panther Party a développé une organisation collective, élaboré des programmes pédagogiques, des petits-déjeuners pour les enfants pauvres et adopté une politique d'autodéfense armée. Les Black Panthers ne développaient pas la lutte armée pour le changement social mais, par des reprises ciblées, pour la survie de leur communauté. Ce choix leur permit de rester proches des gens avec qui ils s'organisaient. Lakey mentionne dans son texte ce qui se passa lorsque le Black Panther Party voulut organiser un rassemblement national de la Revolutionary People's Constitutional Convention (RPCC). Devant les difficultés rencontrées pour trouver un lieu, Georges Lakey dit que ce furent les quakers locaux qui firent les démarches. Cette convention eut lieu dans une église protestante, The Church of the Advocate (Église du défenseur) à Philadelphie, le 5 septembre

1970. Le chef de la police local, Frank Rizzo, profita de cette opportunité pour se mettre en avant et menacer les Black Panthers. Personne ne pouvant prédire quelle serait l'issue de cette provocation, un bouclier humain formé de plus d'une dizaine de milliers de personnes appelées par des groupes sympathisants dont des non-violents encerclèrent l'église le temps de cette convention. Selon certaines sources, près de 50% des participants étaient blancs. Ne pouvant intervenir, Rizzo se rabattit sur de petits groupes de Black Panthers qui n'avaient pas rejoint l'église. Un sociologue américain libertaire, George Katsiaficas, en a fait le récit. On peut trouver cet article sur son site¹.

Katsiaficas avance que King et Malcolm X étaient d'accord pour affirmer que le système tout entier devait être révolutionné pour qu'enfin la liberté et la justice pour tous adviennent. Le projet constitutionnel (RPCC), élaboré à ce moment-là, semble selon lui être central et avoir été complètement oublié depuis. Ce fut le chant du cygne de ce courant révolutionnaire dont le Black Panther Party était la pointe avancée.

Et aujourd'hui...

Deux expériences comparées et un témoignage. Pour ce dernier il s'agit d'une interview de Miguel Benasayag faite par le site web *ballast.fr*.

1. <<http://eroseffect.com/>>.

Philosophe, psychanalyste et ancien guérillero argentin, il revient sur son parcours et aborde, d'une part, la question de la révolution qui pour lui se limite à un « moment » révolutionnaire limité dans le temps et, d'autre part, la question de la violence armée.

Les deux autres articles publiés, également en ligne (ce qui est la façon la plus facile de faire circuler l'information), exposent les parallèles entre l'expérience de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et le Larzac, puis, par ailleurs, les luttes contre la mise en place de la ligne de train italienne TAV Lyon-Turin à travers les Alpes et la traversée de la vallée de la Susse en Italie.

Les luttes qui se déroulèrent autour du plateau du Larzac contre l'extension du camp militaire durèrent de 1971 à 1981. Celles qui eurent pour objet le refus de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, décidé en 1970 comme pour le Larzac, furent réanimées au début des années 2000 et suscitèrent alors la même opposition. La grosse différence étant que, sur le Larzac, une centaine de paysans forment le gros de l'opposition. C'est aussi l'époque où les luttes ouvrières de 1968 ne sont pas loin et où la montée de la gauche politique galvanise les oppositions. Dans le cas de NDDL, la conversion de l'économie et du monde politique au néo-libéralisme change la donne. Il s'agit alors plus d'une résistance que d'une conquête. D'emblée, au Larzac, le choix de la non-violence est affirmé. Ce qui fait dire à Janine Burguière : « Notre force a été de nous en tenir à la non-violence, grâce au soutien de

Lanza del Vasto. » Ce qui n'a pas rendu pour autant les oppositions moins violentes. Pierre Burguière raconte :

On les laissait nous taper dessus; donc, pour l'opinion, c'était toujours nous les martyrs. J'en sais quelque chose : j'ai eu sept côtes cassées et la figure en sang après m'être fait tabasser à coups de manche de pioche par un capitaine parachutiste. Ils essayaient sans cesse de nous pousser à la faute.

En 1975, la ferme d'un des leaders – qui y dort avec toute sa famille – est soufflée par une bombe sans faire de victimes.

Pourtant solidaires de NDDL, les acteurs du Larzac semblent cependant réservés :

On s'est évidemment intéressés à Notre-Dame-des-Landes, mais, en voyant la violence de zadistes cagoulés, beaucoup d'entre nous ne s'y sont pas retrouvés.

Au Larzac, ceux qui voulaient faire parler la poudre ont d'emblée été réduits au silence. À NDDL, ce sont essentiellement des gens venus d'ailleurs qui ont formé le gros des bataillons, les paysans locaux étant seulement au nombre de cinq. Aujourd'hui que le projet d'aéroport a été abandonné, c'est la survie matérielle de la ZAD qui est en question, avec la question de comment concilier son caractère « révolutionnaire » et sa survie matérielle par son entrée dans le droit commun du monde de la consommation ?

À propos du terme « violence » et de son utilisation en opposition à celle de l'État, il est intéressant de reproduire cette partie présente dans le texte mis en ligne à propos des luttes contre le train Lyon-Turin :

Comme si le mot avait été enterré avec la déroute des mouvements révolutionnaires des années soixante-dix, qui assumaient la « violence politique » ou « révolutionnaire » à longueur de tracts et d'actions plus ou moins armées. Cet enterrement crée un vide à la fois dans la désignation et dans la compréhension de certaines pratiques [...]. Néanmoins, l'abandonner définitivement à l'État revient à s'ôter le droit au conflit. Et, contrairement à ce qui est prétendu, cet abandon dessine moins un art de vivre ensemble qu'une commune résignation.

Dans son interview, Miguel Benasayag, fier d'avoir fait le coup de feu, déclare :

Dans notre guérilla contre la dictature, nous avons pris le bunker de Somoza puis nous avons « fait justice », c'est-à-dire qu'on l'a liquidé (rires).

Il ajoute : « Nous nous battions sur leur terrain. Avant même qu'ils ne nous écrasent militairement, nous avons déjà perdu. » « Croire qu'il suffisait de tirer, c'était être vaincus. » Il revient à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'y pas de monde de la révolution : « On n'est révolutionnaire qu'à l'instant précis de l'acte révolutionnaire. »

Et la révolution ?

C'est le questionnement de tous ces textes dont nous faisons la critique mais c'est aussi le cas de tous nos écrits. Suffit-il de vraiment désirer la révolution comme se demande Gelderloos dans un de ses textes ? La non-violence va-t-elle vraiment à l'encontre d'un activisme révolutionnaire ? Et est-ce ce dernier moyen qui permettra d'aller vers une révolution sans conséquences néfastes ? Le passage par la violence armée est-il inévitable ? C'est d'une certaine façon ce que laisse entendre Benasayag.

Nous pouvons sans problème faire un début de réponse. Toutes les révolutions armées qui ont « réussi » ont ouvert la voie à des régimes dictatoriaux dans les années qui ont suivi leur succès. L'Afrique du Sud présente une situation assez différente : en apparence démocratique, certes, mais avec un niveau de violence et de corruption très élevé.

Partout où les mouvements de guérilla n'ont pas triomphé, la situation s'est pervertie en folie meurtrière comme au Pérou avec le Sentier lumineux, en Irlande avec l'IRA, en Espagne avec l'ETA ou en impasse comme en Colombie.

Il faudra beaucoup de courage théorique et pratique au mouvement chiapanèque pour comprendre le danger de la guérilla armée et d'universaliser leur démarche de non-militarisation.

Par ailleurs, nous sommes bien d'accord avec la critique qu'il n'y a pas eu de révolution non-violente. Les mouvements sociaux qui ont utilisé avec succès les techniques non-violentes comme moyen d'action avaient le plus souvent un but restreint. À notre connaissance, la Syrie entre 2011 et 2013 est le seul endroit où ce qui a pu ressembler à une révolution non-violente d'ampleur fut finalement écrasé dans le sang. Ce qui montre bien que l'emploi de techniques non-violentes ne garantit pas contre une répression violente. Pour une simple raison, c'est qu'il s'agit alors non seulement d'une confrontation avec le système en place mais aussi avec ses serviteurs dans leur moi profond. Ce qui leur est absolument insupportable.

Quant au désir de révolution, nous pouvons citer Malatesta (1852-1932). Pour lui, dans *Umanità nova* de 1921, la révolution est d'abord un acte de volonté et la reconnaissance que l'utilisation de la violence est inévitable :

L'esclave est toujours en état de légitime défense et, donc, sa violence contre son maître, contre l'opresseur, est toujours moralement justifiable; elle ne doit avoir pour règle qu'un seul critère. Il faut donc se préparer moralement et matériellement pour que la victoire soit au peuple quand éclatera la lutte violente.

C'est grosso modo ce que dira Jean-Paul Sartre dans sa préface aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon. Au siècle suivant, Eduardo Colombo dans son article « Prolégomènes

à une réflexion sur la violence¹ » affirmera que « la violence de l'opprimé, du révolté, est nécessaire et légitime. La violence qui libère n'est pas du même ordre que la violence qui opprime ».

On retrouve la même affirmation en tête du texte publié par *Timult* :

La soumission de l'opprimé relève de l'ordre établi. Qu'il rompe cet ordre en brisant ses chaînes et en frappant le maître, voilà le scandale. Dans la langue des maîtres devenue langue commune, le violent n'est pas celui qui fait violence, mais le vilain qui ose se rebeller.

Ce qui n'est pas aussi sans rappeler la préface de Sartre.

Il ne suffit pas de suivre Igor Reitzman, psychosociologue humaniste, pour régler le problème. Il affirme qu'on ne peut avancer vraiment dans la réflexion sur la violence que si l'on renonce à utiliser ce même terme selon qu'elle est utilisée par un dominant ou par un dominé. C'est la raison pour laquelle, son livre, *Longuement subir, puis détruire*, paru aux éditions Dissonances, est sous-titré *De la violence des dominants à la violence des dominés*. La violence apparaît ainsi comme quelque chose de neutre, qui est positive ou négative selon qui l'utilise. C'est exactement ce que défend la NRA (National Rifle Association) étatsunienne et le président Trump : une arme

1. *Réfractions*, n° 5, printemps 2000.

n'est pas dangereuse en tant que telle, mais selon l'usage que l'on en fait.

Nous affirmons donc que la révolution armée, même *quand* elle advient, est une impasse. De même, nous pouvons dire que, d'une façon ou d'une autre, la confrontation est inévitable. La seule question qui se pose aujourd'hui en ce premier quart du XXI^e siècle est de savoir si la révolution est encore possible. Qu'elle soit nécessaire n'est pas discutable. Le niveau d'injustice, de violence, d'exploitation a suivi celui de l'augmentation de la population. Ce que nous pouvons aussi dire, c'est que l'idée même d'une révolution dans un seul pays relève du fantasme, car nous vivons dans un monde interconnecté du point de vue économique, du point de vue scientifique ou de quelque autre façon. C'est la conséquence de l'extension du capitalisme mondialisé. Nous vivons dans un monde interdépendant où chaque production est devenue impossible sans la médiation d'intervenants extérieurs. Une révolution a déjà eu lieu, c'est celle de l'information. Nous devons en tenir compte pour penser le changement social. Le réseau qui transmet l'information, sous toutes ses formes et quelle qu'elle soit, nous enserre tout autant dans un filet de dépendance serré.

Enfin, il y a la menace de la transformation de notre environnement. Pablo Servigne dans *Éloges des mauvaises herbes*¹, petit livre collectif

1. Paris, Les Liens qui libèrent, 2018.

publié en soutien à Notre-Dame-des-Landes, nous avertit.

Notre monde s'effondre, c'est un secret de polichinelle. Quel monde? Des pans entiers du système Terre : des écosystèmes, des espèces de mammifères ou d'insectes, des populations d'êtres vivants non humains, des calottes glaciaires, des courants océaniques, des zones maritimes ou des coraux. Et puis des pans entiers de sociétés humaines : des pays dévastés par les guerres, des populations déplacées par la désertification, des tribus décimées par la modernisation, des destins brisés sur les chemins des migrations, des classes sociales délaissées par la mondialisation, et même des idéologies, des croyances, une confiance en l'avenir, ou encore une certaine idée du progrès.

Quelle place pour la révolution, là, ou plutôt quelle forme peut-elle encore prendre? Les communiqués des scientifiques se succèdent. Il y a quelques années, ils pouvaient être taxés d'alarmistes. Aujourd'hui, à l'épreuve de ce qui se passe autour de nous, ils en sont simplement devenus les commentateurs. Alors que nous reste-t-il?

L'entraide, déjà, encore et toujours

Nous devons faire un retour en arrière vers *l'Entraide*, un livre toujours actuel de

Pierre Kropotkine publié pour la première fois en 1902, ouvrage qui reste incontournable pour demain. Sans nier la lutte entre les individus, le prince russe décrit une nature où la coopération, l'entraide, *entre animaux de la même espèce*, est un facteur primordial de l'évolution, sinon le facteur essentiel de la survie. Notre monde se désagrège inexorablement. Le nombre de personnes déplacées, qu'on les nomme migrants, réfugiés ou autres a atteint des niveaux extrêmes. Les pays d'accueil se referment, se désolidarisent, s'isolent. À cela s'ajoute le déséquilibre environnemental. Pluies, sécheresses, montée des océans augmentent l'insécurité. Le centre du monde, le Proche-Orient s'effondre dans un trou sans fin couvert de cadavres. Les États que les scientifiques appellent au secours sont impuissants, complices qu'ils sont de la situation.

Le problème des catastrophes qui s'annoncent et de l'effondrement possible de notre société n'est donc pas tant qu'ils vont nous obliger à vivre dans un monde de pénurie (les humains savent gérer cela), mais que nous allons y entrer de plain-pied avec une culture de l'égoïsme. Dans ce cas, une pénurie brutale peut se révéler effectivement dramatique. Les guerres qui éclatent pour l'accaparement des dernières ressources (elles ont déjà commencé) accéléreront le chaos (l'entropie) et précipiteront la fin des ressources dans un grand tourbillon de sang et de poussière.

C'est ce que nous rappelle notre ami Pablo Servigne. Il faut penser dès aujourd'hui pour demain et, demain, c'est aujourd'hui. La question de la violence a-t-elle encore un sens dans ce cadre ? ■

Table des matières

Préface

Sarcasmes d'un intellectuel blanc contre la non-violence <i>André Bernard</i>	3
--	---

Une critique anarchiste de la justification de la violence

<i>Sebastian Kalicha</i>	17
--------------------------------	----

Qui a peur de Gandhi ?

<i>N. O. Fear</i>	75
-------------------------	----

Documents

Deux critiques de pratiques du black bloc à l'occasion du Premier Mai 2018	107
--	-----

Postface

Qui a peur de la non-violence ? <i>Pierre Sommermeyer</i>	123
--	-----

Achévé d'imprimer en octobre 2019
sur les presses de la SCOP Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy

Imprimé en France

La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire de la marque Imprim'Vert®

